



# PUBLICIS GROUPE

## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2013



## Sommaire

	Le message du Président	1
<b>1</b>	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	3
<b>2</b>	COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS	17
<b>3</b>	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2013	49
<b>4</b>	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	51



# Le message du Président

 Maurice Lévy

---

La forte accélération de la croissance organique à 5 % au deuxième trimestre permet à notre Groupe d'améliorer très sensiblement ses performances. Il faut replacer ce chiffre dans un contexte économique mondial peu favorable, une concurrence acharnée et un climat des affaires incertain : les pays émergents marquent le pas, l'Europe peine à retrouver de la croissance alors que les États-Unis consolident la leur.

La stratégie menée par notre Groupe, la mobilité et l'agilité de notre organisation, le dynamisme de nos équipes nous permettent de naviguer en ces temps difficiles tout en dégageant une bonne croissance (+ 3,2 % au premier semestre) et améliorant nos marges (13,8 % au premier semestre), et ce malgré la faiblesse de la rentabilité de nos opérations en France et plus généralement en Europe.

Les investissements consentis dans le numérique sont très porteurs. Ainsi au deuxième trimestre la croissance a été de + 13,4 % et l'ensemble du semestre à + 11,1 % sur un revenu qui représente désormais près de 37 % de notre activité. Nos investissements dans les marchés émergents dégagent encore une bonne croissance, même si ces pays connaissent un ralentissement conjoncturel.

Je tiens à remercier tous nos clients pour leur confiance et nos équipes pour leur dynamisme, leur créativité et leur professionnalisme.

Notre bilan demeure très solide, avec des ratios financiers encore renforcés, nous permettant d'envisager l'avenir avec sérénité.

Même si nous savons rester prudents, nous abordons la deuxième partie de l'année avec confiance et estimons pouvoir atteindre tous nos objectifs internes (croissance, développement, marge...).

Maurice Lévy  
Président du Directoire





# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Principaux chiffres clés	4	Examen de la situation financière et du résultat	9
Distinctions/création	6	Compte de résultat consolidé simplifié	9
Politique RSE du Groupe	7	Bilan et trésorerie	12
Croissance externe	7	Endettement financier net	13
Opérations financières	8	Flux de trésorerie	13
		Free cash flow	14
		Publicis Groupe (société mère du Groupe)	14
		Événements récents	15
		Perspectives	16

Le Conseil de surveillance de Publicis Groupe, réuni le 17 juillet 2013 sous la présidence de Mme Élisabeth Badinter, a examiné les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2013, présentés par M. Maurice Lévy, Président du Directoire.

## Principaux chiffres clés

Données extraites du compte de résultat En millions d'euros, à l'exception des % et des données par action (en euros)	S1 2013	S1 2012 Retraité *	2013/2012
Revenu	3 351	3 084	8,7 %
Marge opérationnelle avant amortissements	523	467	12,0 %
En % du revenu	15,6 %	15,1 %	
Marge opérationnelle	462	414	11,6 %
En % du revenu	13,8 %	13,4 %	
Résultat opérationnel	451	391	15,3 %
Bénéfice net (part du Groupe)	314	273	15,0 %
Bénéfice net par action <sup>(1)</sup>	1,47	1,41	4,3 %
Bénéfice net par action (dilué) <sup>(2)</sup>	1,42	1,27	11,8 %
Free cash flow avant variation du besoin en fonds de roulement	346	272	27,2 %
Données extraites du bilan	30 juin 2013	31 décembre 2012	
Total de l'actif	16 653	16 605	
Capitaux propres, part du Groupe	4 552	4 614	

\* Conformément à la norme IAS 19 révisée applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013, les informations comparatives de l'année 2012 ont été retraitées (cf. note 1 de l'annexe des comptes consolidés). L'impact sur la marge opérationnelle est de - 1 million d'euros et de - 2 millions d'euros sur le résultat net.

(1) Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action s'élève à 213,5 millions d'actions pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013 et 193,0 millions d'actions pour le 1<sup>er</sup> semestre 2012

(2) Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action (dilué) s'élève à 221,7 millions d'actions pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013 et 226,6 millions d'actions pour le 1<sup>er</sup> semestre 2012. Il comprend les stock-options et les actions gratuites, les bons de souscription d'actions et les emprunts convertibles ayant un effet dilutif. Pour ce qui est des stock-options et des bons de souscription d'actions, sont dilutifs ceux dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de la période.

Les signes de reprise de l'économie mondiale demeurent incertains, marqués par des situations contrastées selon les régions, les prévisions d'amélioration de l'économie globale étant essentiellement tirées par les États-Unis. Les économies des pays de l'ensemble BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) marquent le pas à la suite du ralentissement mondial, et le Japon qui a connu une nette reprise de la croissance après l'accident de Fukushima ne semble pas encore bénéficier des réformes structurelles engagées et de l'assouplissement de sa politique monétaire.

Les incertitudes demeurent principalement pour la croissance de l'économie en Europe et particulièrement dans la zone euro, où la reprise espérée pourrait ne pas se matérialiser en 2013 malgré les décisions de restriction budgétaire, sans un franc rebond du commerce mondial. L'économie française, en récession, avec un taux de chômage en hausse et qui connaît toujours des difficultés pour la mise en place de réformes budgétaires et structurelles, voit la demande intérieure s'effriter. Dans ce contexte, l'économie française demeurera très dépendante de l'amélioration de son commerce extérieur.

Le 9 juillet, le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale pour la cinquième fois depuis le début de l'année en raison du ralentissement dans les pays émergents et de la persistance de la récession au sein de la zone euro.

En juin dernier, ZenithOptimedia a légèrement corrigé ses estimations de croissance du marché publicitaire pour 2013 à la baisse, les portant de 3,9 % en avril à 3,5 % en juin dernier sur fond de récession en Europe malgré un marché nord-américain solide et une contribution de plus en plus importante des pays en développement.

Malgré une conjoncture incertaine dans plusieurs régions du monde, Publicis Groupe a réalisé d'excellentes performances au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013. Le revenu consolidé du 1<sup>er</sup> semestre s'est élevé à 3 351 millions d'euros, en hausse de 8,7 % et la croissance organique pour la période est de 3,2 %. Le revenu publié du 2<sup>e</sup> trimestre croît de 9,6 % et la croissance organique de 5,0 %, comparée à 1,3 % de croissance au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et à 1,6 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2012. L'amélioration au 2<sup>e</sup> trimestre est essentiellement due à l'effet favorable des comparables 2012 mais aussi à la très bonne tenue de l'Amérique du Nord et à la stabilité de la plupart des régions en développement. Quelques éléments ponctuels, comme la fin de l'impact de la perte des contrats GM en 2012 (GM Media et Search) et le début de l'amélioration des activités de la santé expliquent aussi l'amélioration de la performance tout comme la bonne tenue du new business depuis le début de l'année.



Les activités numériques représentent 36,9 % du revenu total comparé à 33,2 % pour le 1<sup>er</sup> semestre 2012. L'acquisition de LBi en janvier dernier contribue à augmenter la part du digital, principalement dans les revenus européens.

Les pays à forte croissance représentent 24,0 % du revenu total du 1<sup>er</sup> semestre comparé à 24,4 % pour la période équivalente en 2012, le recul apparent étant dû à la dilution créée par l'acquisition de LBi, très largement présent en Europe du Nord et aux États-Unis.

Le marché publicitaire confirme, trimestre après trimestre, la force du marché publicitaire américain, (33 % de l'investissement mondial en 2012), qui conserve ainsi, malgré sa maturité, une très large avance et demeure le plus grand contributeur, grâce notamment à la croissance très rapide de l'internet. Après les États-Unis, les acteurs les plus dynamiques sont la Chine, l'Argentine, l'Indonésie. Les prévisionnistes estiment que ces marchés, avec les États-Unis, représenteront 59 % de l'investissement additionnel entre 2012 et 2015. Ces éléments confirment le bien fondé des choix stratégiques du Groupe : investissements dans les activités numériques partout dans le monde, élargissement des activités dans les pays à croissance rapide permettant dans tous les cas d'atteindre la masse critique dans les différentes activités et pays où le Groupe est implanté, et de bénéficier d'effets d'échelle et de possibilités accrues d'intégration, deux points clés du succès de l'agence de demain. Ces choix stratégiques ont fait l'objet d'une présentation aux marchés financiers à Londres fin avril explicitant un plan de croissance et d'expansion des marges à cinq ans.

Un bilan robuste permet à Publicis Groupe d'investir et d'accélérer la croissance. Néanmoins, la rentabilité du Groupe demeure un sujet central et divers chantiers d'optimisation, en cours ou en projet, restent plus que jamais à l'ordre du jour et seront source de réductions de coûts dans les prochaines années. On citera, parmi d'autres, l'avancement de la plateforme de services partagés Asie-Pacifique, la construction d'une plateforme de production numérique au Costa Rica. Le projet ERP poursuit son développement avec le lancement effectif d'un pilote permettant d'envisager d'engager le déploiement à partir de la fin de l'année.

Le Directoire et le Conseil de surveillance ont voulu réitérer le programme de co-investissement ouvert aux dirigeants-clés du Groupe, après l'éclatant succès rencontré par celui initié en 2009. Sur un marché mondial des talents de plus en plus compétitif, il est essentiel que les dirigeants soient pleinement associés aux succès du Groupe. Le co-investissement est l'expression d'un engagement fort des dirigeants puisqu'il suppose une prise de risque réelle sur des fonds personnels et favorise l'atteinte des objectifs de croissance et de marge du Groupe et la poursuite de la stratégie de développement du Groupe.

Le taux de marge opérationnelle pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013 est de 13,8 %, en amélioration de 40 points de base par rapport au taux de marge du 1<sup>er</sup> semestre 2012. Cette très bonne performance est due pour partie à une croissance organique en net progrès au 2<sup>e</sup> trimestre mais aussi aux efforts continus sur les coûts, les coûts fixes de personnel (56,8 % du revenu total contre 57,3 % en 2012) et les autres coûts opérationnels (19,7 % du revenu contre 20,7 % en 2012) depuis le début de l'année. Les dépenses d'investissement nécessaires, qu'il s'agisse de recrutements de talents ou dans les systèmes (plateformes de production, optimisation de l'achat d'espace numérique, développement de l'ERP) pour accompagner les développements du digital et de l'organisation du Groupe sont encore en croissance, cette courbe devant s'infléchir à moyen terme.

Le résultat net, part du Groupe s'élève à 314 millions d'euros en progression de 15,0 % par rapport au résultat au 30 juin 2012 de 273 millions (résultat retraité en application de la norme IAS 19 révisée sur les engagements de retraite).

Le bénéfice net courant par action (tel que défini dans la note 8 des comptes consolidés) s'élève à 1,48 euro et à 1,43 euro pour ce qui est du bénéfice net courant dilué par action, faisant ressortir respectivement une hausse de 1 % et de 9 %. Le bénéfice net par action s'élève à 1,47 euro et le bénéfice par action dilué à 1,42 euro, faisant ressortir respectivement une croissance de 4 % et de 12 %.

Au 30 juin 2013, la dette nette est de 637 millions d'euros, comparée à une situation de trésorerie positive de 218 millions au 31 décembre 2012 et une dette nette de 902 millions au 30 juin 2012. Ce montant au 30 juin 2013 s'entend après prise en compte de l'effet sur la trésorerie de l'acquisition de LBi en janvier pour un montant de 320 millions d'euros et le rachat du solde des actions détenues par Dentsu en février pour un montant de 181 millions d'euros.

Les gains de budgets nets des pertes se sont élevés à 2,8 milliards de dollars pour le 1<sup>er</sup> semestre.

## Distinctions/création

Publicis Groupe a remporté 156 Lions avec 1 Grand Prix, 26 Gold, 52 Silver, 77 Bronze au Cannes Lions Festival International de la Créativité 2013, et a été nommé 3<sup>e</sup> groupe de communication. Leo Burnett Worldwide est le réseau le plus récompensé du Groupe avec 53 Lions et 215 Shortlist suivi par Publicis Worldwide 42 Lions et 153 Shortlist. Saatchi & Saatchi a de son côté obtenu 37 Lions dont 9 Gold. BBH a connu une année remarquable avec 21 Lions.

Au-delà de son succès à Cannes, BBH est distinguée « Agency of the Year » aux British Arrows.

Leo Burnett a reçu près d'une centaine de prix en Or à de nombreux festivals reconnus, tels que les Addy Awards, Ad Fest, Andy awards, Clio awards, FAB awards.

Parmi d'autres récompenses, Saatchi & Saatchi devient « Agence Créative de l'année » en Chine (China Advertising Magazine et R3) et remporte 5 Gold aux Clios et 12 Gold aux Effie Awards.

L'agence Marcel se distingue cette année avec quatre Gold aux Clios où elle est également nommée « Agency of the Year ». Digitas décroche deux Gold aux Effie Awards et LBi arrive en tête dans la catégorie « Best of use of digital » aux CIPR. Razorfish quant à elle, remporte le prix d'or dans la catégorie e-commerce au 92<sup>e</sup> Art Directors Club.

Starcom MediaVest Group a été distingué, aux « Internationalist USA », meilleure agence pour son innovation dans les medias et a remporté dix Gold aux Effie Awards.

MSLGROUP Asia a été nommé 1<sup>er</sup> Réseau RP de l'année aux Campaign Asia-Pacific PR Awards pour la 2<sup>e</sup> année consécutive.

Par ailleurs, plusieurs agences ont été nommées « Agence de l'Année » :

- Badillo Nazca Saatchi & Saatchi, élue agence de l'année pour la cinquième fois consécutive aux Cuspide Awards 2012 ;
- Saatchi & Saatchi Pologne nommée Agence de l'Année par KTR ;
- Saatchi & Saatchi Argentine nommée Agence de l'Année par FIAP ;
- Saatchi & Saatchi est « Agence Créative de l'année » en Chine ;
- Starcom MediaVest Group est distingué agence de l'année au Dubai Lynx et Ireland Media Awards ;
- Arc Worldwide/Leo Burnett nommée « Agency of the Year » aux Addy Awards ;
- Leo Burnett Asie Pacifique nommé meilleur réseau de l'année aux AdFest ;
- BBH est distinguée « Agency of the Year » aux British Arrows ;
- L'agence Marcel est nommée « Agency of the Year » aux Clios.

Au-delà de ces quelques exemples, des centaines de prix sont régulièrement décernés aux agences de Publicis Groupe, partout dans le monde et dans de nombreux domaines de compétences. Ces distinctions attestent de la qualité des équipes, de leur engagement et de leur talent essentiel au développement futur du Groupe.



## Politique RSE du Groupe

2012 a été une année de transition en matière de reporting RSE. C'est la première fois que Publicis Groupe faisait intervenir des auditeurs indépendants - SGS - dans le cadre de l'application de la Loi Grenelle 2 et de ses 42 indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Dès lors, le Groupe considère qu'après quatre années de reporting non-financier, 2012 devient la nouvelle année de référence devant permettre d'ajuster des objectifs.

La politique RSE de Publicis Groupe reste articulée autour de quatre axes de travail : Social, Sociétal, Gouvernance/Économie, Environnement, qui structurent les actions conduites au niveau du Groupe et au sein de chaque réseau et agence, dans les différents pays.

- Social : formation et amélioration constante des compétences, diversité ;
- Sociétal : les agences du Groupe dans la Cité ;
- Gouvernance : éthique et profitabilité ;
- Environnement : consommer moins et mieux.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, des analyses spécifiques du reporting RSE du Groupe ont été partagées avec les réseaux et grandes agences, afin de travailler de concert sur des pistes d'amélioration dans différents domaines, notamment social et sociétal qui sont les plus importants pour le Groupe. L'intention est de mettre en mouvement l'ensemble des entités et des collaborateurs pour faire converger des initiatives existantes ou nouvelles, en s'inscrivant toujours dans une logique de progrès continu à moyen et long terme.

Par ailleurs, les actions du Groupe en matière de RSE trouvent un écho favorable auprès des clients, et font émerger des coopérations nouvelles sur des projets partagés.

Le rapport RSE 2012 peut être consulté sur le site [www.publicisgroupe.com](http://www.publicisgroupe.com).

## Croissance externe

Le 15 janvier 2013, au terme de l'offre publique d'achat visant la totalité des actions émises et en circulation de LBi lancée le 12 novembre 2012, Publicis Groupe a déclaré l'offre inconditionnelle. Les actions détenues par Publicis Groupe après le 29 janvier 2013 représentaient 98,13 % des actions émises et en circulation de LBi.

Après le retrait de la cote le 7 mars 2013, Publicis Groupe a initié une procédure de retrait obligatoire, afin de racheter les actions restantes non détenues par le Groupe.

Le 5 février, Publicis Groupe a annoncé la fusion du réseau mondial intégré Digitas avec le réseau de technologie et marketing digital LBi acquis par Publicis Groupe en janvier dernier à la suite de son OPA réussie. L'entité constituée, dénommée DigitasLBi, constituera ainsi un réseau mondial, leader en communication numérique.

La création de ce réseau illustre le rôle majeur de Publicis Groupe dans le domaine essentiel et en constante évolution du numérique. Avec environ 864 millions de dollars de revenu global, DigitasLBi est le plus complet des réseaux numériques mondiaux. Il capitalise sur les parfaites complémentarités géographiques des deux entités : la situation bien établie de Digitas aux États-Unis (le plus grand réseau numérique), la forte présence de LBi en Europe, et les positions majeures des deux réseaux en Asie-Pacifique. DigitasLBi présent dans 25 pays réunit 5 700 des meilleurs experts du digital et des technologies numériques.

Le 11 mars, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de Convonix, l'une des agences de conseil en marketing numérique leader en Inde, située à Bombay. Elle intégrera le réseau Starcom MediaVest Group (SMG), en Inde, pour assurer des services d'optimisation du référencement, de marketing par moteur de recherche (SEM), de marketing des réseaux sociaux et de gestion d'e-réputation auprès d'une vaste clientèle.

Le 18 avril, le Groupe a conclu un accord en vue d'acquérir Neev, l'un des principaux fournisseurs indiens de services technologiques. Fondée en 2005 et basée à Bangalore, Neev emploie aujourd'hui 250 spécialistes des nouvelles technologies, dont plus de 220 experts qui s'attachent à promouvoir les innovations développées par les équipes, clés de leur succès. Fortement axée sur les technologies du mobile et du Cloud, l'innovation et la taille, l'agence Neev est réputée pour son savoir-faire de produits d'avant-garde et dans le développement de nouveaux services tels que la vidéo streaming, l'e-commerce et la data sur le marché. Elle a déposé un certain nombre de brevets dans l'univers du Cloud et du mobile. Travaillant en adéquation parfaite avec les équipes de ses clients, Neev dispose d'un portefeuille de grandes marques et sociétés de technologie essentiellement indiennes et américaines. Ses revenus ont augmenté de 45 % en moyenne tous les ans depuis 2007.



## Opérations financières

À la suite de la proposition faite par Dentsu, Publicis Groupe a racheté le 15 février 2013, avant l'ouverture de la Bourse de Paris, un bloc de près de 3,9 millions de ses propres actions pour un prix total de 181 millions d'euros, soit 46,82 euros par action.

L'opération a été réalisée avec une décote de 4,7 % par rapport au cours de clôture du 14 février 2013 (49,11 euros). Elle aura un effet positif sur le bénéfice net par action dilué de l'ordre de 1,5 % en 2013 et 1,7 % en année pleine.

Les 3 875 139 actions ainsi acquises sont conservées en autocontrôle et seront utilisées pour couvrir les plans d'attribution d'actions de présence et de performance ou de stock-options.

La totalité de l'achat des titres a été financée par la trésorerie disponible de Publicis Groupe.

En avril 2013, les dirigeants-clés de Publicis Groupe ont souscrit largement au programme de co-investissement qui leur a été proposé. Ces opérations s'inscrivent dans le programme de co-investissement approuvé par le Conseil de surveillance. Une structure indépendante (LionLead SCA) a été créée pour recueillir leurs investissements. Avec 190 souscriptions, le plan s'est révélé être un immense succès, portant le taux de participation à 96,4 % des candidats. Le montant total des souscriptions demandées a atteint 135 millions d'euros, ce qui représente trois fois le plafond du montant maximum (45 millions d'euros). LionLead SCA a acquis 846 379 actions Publicis Groupe pour 45 millions d'euros, à un prix moyen de 52,81 euros par action entre le 22 et le 29 avril 2013, représentant 0,40 % du capital.



# Examen de la situation financière et du résultat

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012 *	2013/2012
<b>Revenu</b>	<b>3 351</b>	<b>3 084</b>	<b>8,7 %</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>462</b>	<b>414</b>	<b>11,6 %</b>
Taux de marge opérationnelle (% du revenu)	13,8 %	13,4 %	
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(23)	(22)	
Perte de valeur	(1)	(5)	
Autres produits et charges non courants	13	4	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>451</b>	<b>391</b>	<b>15,3 %</b>
Résultat financier	(5)	(11)	
Impôt sur le résultat	(125)	(106)	
Mises en équivalence	2	7	
Intérêts minoritaires	(9)	(8)	
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>314</b>	<b>273</b>	<b>15,0 %</b>

\* En application d'IAS 19 révisée. L'impact sur la marge opérationnelle est de - 1 million d'euros et de - 2 millions d'euros sur le résultat net.

### REVENU DU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2013

Le revenu consolidé du 2<sup>e</sup> trimestre 2013, tel que publié, a été de 1 788 millions d'euros, en croissance de 9,6 % (les effets de change ont un impact de 34 millions d'euros).

La croissance organique est de 5 %. Cette amélioration trouve son origine d'une part dans des comparables favorables (1,6 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2012) et d'autre part dans la poursuite de l'amélioration de l'activité aux États-Unis et à une meilleure croissance en Europe, bien que négative au 2<sup>e</sup> trimestre.

### RÉPARTITION DU REVENU AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2013 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)	Revenu			Croissance Organique T2 2013
	2 <sup>e</sup> trimestre 2013	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	Publié T2 2013/T2 2012	
Europe *	528	468	+ 12,8 %	- 1,1 %
Amérique du Nord	854	782	+ 9,2 %	+ 7,7 %
BRIC+MISSAT **	233	209	+ 11,5 %	+ 5,6 %
Reste du Monde	173	173	-	+ 9,0 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 788</b>	<b>1 632</b>	<b>+ 9,6 %</b>	<b>+ 5,0 %</b>

\* Europe : hors Russie et Turquie.

\*\* MISSAT : Mexique, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Turquie.

## REVENU DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2013

Le revenu consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2013 s'est élevé à 3 351 millions d'euros contre 3 084 millions d'euros pour la période équivalente 2012, en hausse de 8,7 % (les effets de change ont un impact de 53 millions d'euros).

La croissance organique a été de 3,2 % pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013. Cette croissance en amélioration par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012 (2,8 %) s'explique par un certain nombre de facteurs, au premier chef les comparables favorables 2012, mais essentiellement par la très bonne performance de l'Amérique du Nord et l'importance du digital dans cette région, la poursuite de la croissance en Chine, l'amélioration relative de l'Europe au 2<sup>e</sup> trimestre et la stabilisation des activités de la santé.

Les activités numériques représentent 36,9 % du revenu total comparé à 33,2 % l'année précédente. La croissance organique des activités numériques est de 11,1 %, les activités dites analogiques étant en recul de 0,7 % sur la période à l'échelle globale bien qu'en croissance dans les régions en développement (BRIC+MISSAT et le reste du monde). Les économies à croissance rapide représentent 24,0 % du revenu total comparé à 24,4 % en 2012.

L'ensemble BRIC+MISSAT a réalisé une croissance organique de 5,5 % au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Le revenu consolidé 2013 se répartit comme suit : 37 % des revenus sont issus du digital (33 % en 2012), 29 % des revenus sont issus de la publicité (30 % en 2012), 17 % des SAMS (19 % en 2012) et 17 % des médias (18 % en 2012).

## RÉPARTITION DU REVENU DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2013 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)	Revenu			Croissance Organique S1 2013
	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	Publié S1 2013/S1 2012	
Europe *	970	880	+ 10,2 %	- 3,6 %
Amérique du Nord	1 630	1 506	+ 8,2 %	+ 6,1 %
BRIC+MISSAT **	434	385	+ 12,7 %	+ 5,5 %
Reste du Monde	317	313	+ 1,3 %	+ 6,3 %
<b>TOTAL</b>	<b>3 351</b>	<b>3 084</b>	<b>+ 8,7 %</b>	<b>+ 3,2 %</b>

\* Europe hors Russie et Turquie.

\*\* MISSAT : Mexique, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Turquie.

À l'exception de l'Europe qui reste négative malgré une amélioration sensible au 2<sup>e</sup> trimestre en Europe du Nord, l'ensemble des régions est en croissance au 1<sup>er</sup> semestre 2013.

En Europe, la France, en amélioration au 2<sup>e</sup> trimestre reste négative sur le semestre à - 4,7 %, le Royaume-Uni est négatif à - 3,2 %. L'Allemagne affiche une croissance de 3,5 %. Les pays d'Europe du Sud, connaissent toujours des baisses très marquées (Espagne - 8,4 % et Italie - 14,2 %).

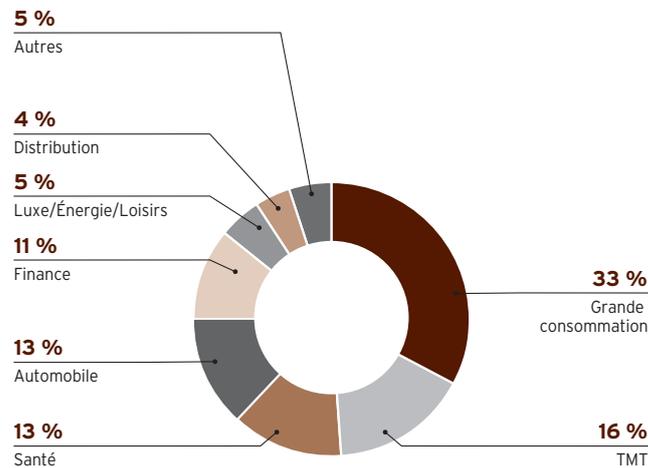
Avec une croissance de + 6,1 %, l'Amérique du Nord continue de démontrer une très bonne résistance malgré les effets encore négatifs jusqu'au milieu du 2<sup>e</sup> trimestre de la cessation des contrats GM (Media et Search). La part importante du digital aux États-Unis reste le garant de la croissance par rapport aux secteurs traditionnels.

Les pays des ensembles BRIC+MISSAT enregistrent une croissance de + 5,5 % avec notamment la Chine (Grande Région) à + 11,5 %, la Turquie à + 7,0 %, le Brésil à + 3,3 %, Singapour à + 4,2 % et l'Inde à + 2,8 %. Le ralentissement économique observé depuis quelques mois dans les pays de l'ensemble BRIC n'a pas eu d'impact majeur sur les investissements publicitaires.

Le reste du monde qui comprend l'Australie et le Japon croît de 6,3 %.



## REVENU DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2013 PAR SECTEUR



## MARGE OPÉRATIONNELLE ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

La marge opérationnelle avant amortissements, 523 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 par rapport à un montant de 467 millions réalisés en 2012, est en hausse de 12 %.

Les charges de personnel de 2 168 millions pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013 comparées à 1 979 millions pour la même période en 2012 augmentent de 9,6 %, soit plus rapidement que le revenu et représentent 64,7 % du revenu consolidé (64,2 % en 2012). Les coûts fixes sont contenus et représentent 56,8 % du revenu total contre 57,3 % au 1<sup>er</sup> semestre 2012, le coût des freelancers restant élevé à 152 millions pour la période comparé à 129 millions en 2012. Les coûts de restructuration sont stables et s'élèvent à 31 millions, montant égal à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2012. La poursuite d'une gestion rigoureuse qui implique la sélectivité accrue, qu'il s'agisse des investissements en talents dans les segments en croissance conduit à contenir et réduire les coûts dans les activités ou régions à faible croissance. De nombreux investissements en cours (dans l'ERP, les plateformes de production, la poursuite de la régionalisation des centres de services partagés ou les développements technologiques) permettront de réduire ces charges à moyen terme grâce à une efficacité opérationnelle améliorée.

Les autres coûts opérationnels (hors dépréciation) s'élèvent à 660 millions d'euros et augmentent faiblement (3,4 %) grâce à diverses actions, notamment dans l'immobilier. Ils représentent 19,7 % du revenu total (20,7 % en 2012). Les coûts commerciaux restent élevés à 132 millions, soit 3,9 % du revenu. Les coûts administratifs continuent de baisser grâce aux plans d'optimisation de divers coûts opérationnels par la régionalisation des centres de services partagés. Les coûts liés aux acquisitions ont un impact de 5,5 millions d'euros.

La dotation aux amortissements des six premiers mois de 2013 est de 61 millions d'euros contre 53 millions pour la même période en 2012.

La marge opérationnelle atteint 462 millions, en progression de 11,6 % par rapport à la marge opérationnelle de 414 millions réalisée au 1<sup>er</sup> semestre 2012.

Le taux de marge opérationnelle au 30 juin 2013 est de 13,8 % en amélioration de 40 points de base par rapport au taux de marge opérationnelle au 30 juin de l'année précédente (13,4 %). Cette amélioration est notable en raison des charges commerciales en augmentation et malgré des investissements plus importants, dans les talents et les technologies.

Les marges opérationnelles par grandes zones géographiques s'élèvent à 7,6 % pour l'Europe, 18,5 % pour l'Amérique du Nord, 10,6 % pour l'Asie-Pacifique, 11,6 % pour l'Amérique latine et 18,3 % pour la région Afrique/Moyen-Orient.

Les amortissements sur immobilisations incorporelles liées aux acquisitions sont de 23 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, contre 22 millions d'euros en 2012. Une perte de valeur a également été enregistrée à hauteur de 1 million d'euros (contre 5 millions l'année précédente) ; les autres charges et produits non courants ressortent à 13 millions d'euros contre 4 millions d'euros en 2012.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 451 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 391 millions d'euros l'année précédente, en augmentation de 15,3 %.

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et du résultat

1

### AUTRES POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

Le résultat financier, composé du coût de l'endettement financier net et d'autres charges et produits financiers, est une charge nette de 5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre une charge nette de 11 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012. Il convient de rappeler qu'un produit exceptionnel de 17 millions d'euros (sans impact sur la trésorerie) lié au remboursement de l'Eurobond 2012 à l'échéance, avait été enregistré dans les comptes au 1<sup>er</sup> semestre 2012. Parallèlement, le 1<sup>er</sup> semestre 2013 a bénéficié de l'allègement d'environ 19 millions d'euros de charges à la suite de la conversion intégrale de l'Océane 2014 en juillet 2012.

La charge d'impôt de la période est de 125 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, compte tenu d'un taux effectif d'impôt prévisionnel de 28,8 %, contre 106 millions en 2012. Il convient de noter que le taux effectif d'impôt 2013 est identique à celui de 2012.

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence est de 2 millions d'euros, contre une quote-part de 7 millions en 2012. Les intérêts minoritaires sont de 9 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, comparés à 8 millions en 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe s'est élevé à 314 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre 273 millions d'euros l'année précédente.

## BILAN ET TRÉSORERIE

### BILAN SIMPLIFIÉ

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012 *
Écarts d'acquisition nets	6 081	5 667
Autres immobilisations incorporelles nettes	972	982
Autres immobilisations nettes	703	771
Impôts courant et différé	(32)	(91)
Besoin en fonds de roulement	(1 939)	(2 259)
<b>TOTAL</b>	<b>5 785</b>	<b>5 070</b>
Capitaux propres	4 552	4 614
Intérêts minoritaires	48	44
	4 600	4 658
Provision LT/CT	548	630
Endettement financier net	637	(218)
<b>TOTAL</b>	<b>5 785</b>	<b>5 070</b>
<b>Endettement net/capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)</b>	<b>0,14</b>	<b>Cash positive</b>

\* Retraité en application d'IAS 19 révisée.

Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 4 614 millions d'euros au 31 décembre 2012 à 4 552 millions d'euros au 30 juin 2013. La diminution des capitaux propres est essentiellement due au rachat du solde des actions Publicis Groupe détenues par Dentsu, soit 3,9 millions d'actions, pour 181 millions d'euros ainsi qu'au dividende distribué de 178 millions d'euros. Cette diminution a été en grande partie compensée par le résultat de la période et l'impact de la variation des taux de change. Les intérêts minoritaires s'élèvent à 48 millions d'euros, contre 44 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Le ratio Dette nette/fonds propres est de 0,14 au 30 juin 2013 contre 0,25 au 30 juin 2012. La dette nette moyenne du Groupe au 1<sup>er</sup> semestre 2013 ressort à 555 millions d'euros contre 856 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012, en amélioration de 301 millions d'euros.



## ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2012
Dettes financières (long et court terme)	1 392	1 109	1 687
Juste valeur du dérivé de couverture sur Eurobond 2012 et 2015 <sup>(1)</sup>	-	(13)	(13)
Juste valeur des dérivés sur prêts/emprunts intragroupe <sup>(1)</sup>	(5)	-	-
Total dette financière y compris valeur de marché des dérivés associés	1 387	1 096	1 674
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(750)	(1 314)	(772)
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>637</b>	<b>(218)</b>	<b>902</b>

(1) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

L'endettement financier net s'établit à 637 millions d'euros au 30 juin 2013 contre une position de trésorerie positive de 218 millions d'euros au 31 décembre 2012 : la dégradation de l'endettement net, habituelle sur cette période de l'année du fait de l'évolution du besoin en fonds de roulement, a été accentuée par le rachat des 3,9 millions d'actions détenues par Dentsu pour un montant de 181 millions d'euros, ainsi que par l'acquisition de LBi (320 millions d'euros décaissés en 2013).

## FLUX DE TRÉSORERIE

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité se sont traduits par un besoin de 116 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre 61 millions l'année précédente. Le besoin en fonds de roulement a connu une dégradation, habituelle sur cette période de l'année, de 513 millions d'euros contre 373 millions d'euros en 2012. L'impôt payé a été de 159 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre 151 millions d'euros l'année précédente. Les intérêts payés se sont élevés à 18 millions d'euros au 30 juin 2013, en nette réduction par rapport à 2012 du fait de la conversion de l'Océane 2014 intervenue en 2012. Les intérêts reçus se sont élevés à 22 millions d'euros, chiffre qui inclut à hauteur de 12 millions d'euros la soulte de débouclage du swap de l'Eurobond 2015, contre 12 millions d'euros en 2012.

Les flux nets liés aux opérations d'investissement comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 452 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 qui se compare avec un flux net de 158 millions d'euros en 2012. Les investissements en immobilisations (nets) ont été de 51 millions d'euros contre 40 millions d'euros en 2012 et les acquisitions de filiales et autres immobilisations financières (nettes de cessions) ont représenté 401 millions d'euros, dont LBi (320 millions d'euros) est le principal constituant, contre 118 millions d'euros au 30 juin 2012.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement comprennent les dividendes versés, la variation des emprunts et les opérations sur les actions propres et bons de souscription d'actions émis par la Société. Les opérations de financement se sont traduites par un besoin de 194 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, qui provient essentiellement du rachat de 3,9 millions d'actions propres auprès de Dentsu pour un montant net, après déduction du produit de cession d'actions dans le cadre des levées de stock-options, de 169 millions d'euros. Au 1<sup>er</sup> semestre 2012, le besoin s'était élevé à 1 184 millions d'euros, provenant d'une part du rachat d'un bloc de 18 millions d'actions propres appartenant à Dentsu, soit 596 millions d'euros après déduction du produit de cession et du remboursement de l'Eurobond 2012 pour un montant en principal de 506 millions d'euros.

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 800 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, contre une diminution de 1 395 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre de l'année précédente.

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et du résultat

1

### FREE CASH FLOW

Le *free cash flow* du Groupe, hors variation du besoin en fonds de roulement, est en augmentation de 27,2 % par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 346 millions d'euros.

Cet indicateur est utilisé par le Groupe pour mesurer les liquidités provenant de l'activité après prise en compte des investissements en immobilisations, mais avant les opérations d'acquisition ou de cession de participations et avant les opérations de financement (y compris le financement du besoin en fonds de roulement).

Le tableau ci-dessous présente le calcul du *free cash flow* du Groupe (hors variation du besoin en fonds de roulement) :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Marge opérationnelle avant amortissements	523	467
Intérêts nets payés	4	(20)
Impôt payé	(159)	(151)
Autres	29	16
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité avant variation du BFR</b>	<b>397</b>	<b>312</b>
Investissements en immobilisations (nets)	(51)	(40)
<b>Free cash flow avant variation du BFR</b>	<b>346</b>	<b>272</b>

### TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2012.

### PUBLICIS GROUPE (SOCIÉTÉ MÈRE DU GROUPE)

Le chiffre d'affaires de Publicis Groupe est composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe. Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 19 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre 2 millions d'euros l'année précédente. La forte hausse des produits provient essentiellement des facturations de services et notamment de l'ajustement du coût d'un plan d'actions gratuites refacturé aux filiales.

Les produits financiers se sont élevés à 97 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre 96 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012, les produits 2013 comprenant un produit de 12 millions d'euros dégagé lors du débouclage du swap de l'Eurobond 2015.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 21 millions d'euros contre 7 millions d'euros l'année précédente, la forte augmentation provenant du coût du plan de co-investissement inclus dans le compte charges de personnel.

Les charges financières s'élèvent à 74 millions d'euros pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013, contre 66 millions d'euros en 2012, augmentation principalement due à la variation de la provision pour risque de change sur un prêt libellé en Livres Sterling.

Le résultat courant avant impôt est un bénéfice de 22 millions d'euros contre 26 millions d'euros au 30 juin 2012.

Après prise en compte d'un crédit d'impôt de 13 millions d'euros provenant de l'intégration fiscale française, le résultat net de Publicis Groupe, société mère du Groupe, est un bénéfice de 36 millions d'euros au 30 juin 2013 contre un bénéfice de 41 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012.



## Événements récents

### ACQUISITIONS

---

Le Groupe a annoncé le 2 juillet l'acquisition à 100 % de Bosz Digital SA et, sous réserve de l'accord des autorités compétentes, de Bosz Digital Colombia SAS, importante plateforme de production numérique et média basée en Amérique centrale. Elle a travaillé ces dernières années en coopération étroite avec les meilleures équipes numériques de Publicis Groupe. Cette acquisition renforce considérablement l'offre globale et intégrée de Publicis Groupe Production Platforms.

Bosz Digital SA, dont le siège social se trouve à San José au Costa Rica, a été lancée en 2009, et sa société sœur, Bosz Digital Colombia SAS, installée à Bogota, a été lancée en 2012. Les deux entreprises ont été rachetées au groupe Tribu. Elles emploient un total de 450 collaborateurs qui fournissent des services de production et de développement sophistiqués pour des sites Web, des logiciels, la création graphique interactive, les réseaux sociaux, le mobile, notamment. Ces entités produisent des travaux de haute qualité et sont réputées pour leur efficacité.

Le 9 juillet Publicis Groupe a acquis Net@lk, l'une des principales agences chinoises *pure player* des médias sociaux.

Fondée en 2007 et basée à Shanghai, Net@lk est spécialisée dans le marketing d'influence et le développement de marques sur les réseaux sociaux et emploie plus de 350 experts répartis dans six villes (Shanghai, Pékin, Hefei, Chengdu, Nanjing et Xiamen). L'agence est organisée en quatre divisions : Net@lk et Simone offrant des services sur les médias sociaux, Lenx étant dédiée au contenu social et Buzzreader fournissant la veille sociale, avec notamment le suivi, la recherche et l'analyse de la plupart des plateformes sociales chinoises telles que Weibo, Renren, Youku, Taobao et WeChat.

L'agence propose des services d'études, d'analyse, de planning stratégique, de création de contenu de marque, d'engagement et d'analyse des données dans le domaine des médias sociaux. Net@lk compte plus de 200 clients nationaux et internationaux, dont Adidas, Coca-Cola, Pernod Ricard et Walmart qui accompagnent l'agence depuis sa création.

Net@lk et Lenx seront alignées sur DigitasLBI, donnant ainsi naissance à l'une des plus grandes agences chinoises permettant l'engagement avec le consommateur via les médias sociaux afin de développer l'activité des marques. Simone sera fusionnée avec la division médias sociaux de Razorfish, renforçant ainsi son expertise, et Buzzreader rejoindra VivaKi pour que son offre dans les médias sociaux puisse être au service de l'ensemble des agences de Publicis Groupe.

Le 15 juillet Publicis Groupe a annoncé la réalisation d'un investissement stratégique de 15 millions de dollars dans Jana, société internationale spécialisée dans la technologie mobile. Basée à Boston, Jana a développé la plus grande plateforme internationale de fidélisation de « mobinautes » dans les pays émergents, comme le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et le Nigeria. C'est le tout premier investissement direct de Publicis Groupe dans une start-up de la technologie mobile.

Dans les pays émergents, le temps des forfaits mobiles est considéré comme du « cash ». Grâce à sa plateforme, Jana peut instantanément récompenser la fidélité de 3,48 milliards de consommateurs en leur accordant du temps d'utilisation gratuit. Ce service est intégré dans les systèmes de facturation de 237 opérateurs mobiles dans 102 pays.

Dans le cadre de cet investissement, Maurice Lévy, Président du Directoire de Publicis Groupe, entre au Conseil d'administration de Jana. Rishad Tobaccowala, Chief Strategy and Innovation Officer de VivaKi, rejoint le Conseil stratégique.



## Perspectives

Dans un contexte économique mondial qui enregistre régulièrement des révisions à la baisse de la croissance des PNB, ZenithOptimedia a réduit ses estimations de croissance du marché publicitaire pour l'année 2013 les portant de 3,9 % en avril à 3,5 % en juin, prenant en compte une baisse de régime des économies en développement, notamment de l'économie chinoise.

Fort de sa présence mondiale, de son leadership dans le numérique, Publicis Groupe entend poursuivre sa politique d'investissements ciblés dans le numérique et les économies à forte croissance.

Une robuste situation financière assure au Groupe les moyens de sa stratégie. Ces développements se feront en maintenant la forte rentabilité du Groupe et la renforçant à terme.

Publicis Groupe confirme attendre une croissance organique pour l'année 2013 supérieure à la croissance réalisée en 2012 (+ 2,9 %) et celle-ci pourrait se situer aux alentours de 3,6 % (et non plus dans une fourchette de 3,2 % à 3,6 %), grâce notamment à la reprise aux États-Unis, et à la croissance du digital qui représente à ce jour 36,9 % du revenu total.



# COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

---

Compte de résultat consolidé	18	Tableau des flux de trésorerie consolidés	21
État de résultat global consolidé	19	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	22
Bilan consolidé	20	Notes annexes aux états financiers consolidés	24

## Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2013 (6 mois)	30 juin 2012 * (6 mois)	31 décembre 2012 * (12 mois)
<b>REVENU</b>		<b>3 351</b>	<b>3 084</b>	<b>6 610</b>
Charges de personnel	3	(2 168)	(1 979)	(4 078)
Autres charges opérationnelles		(660)	(638)	(1 344)
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENTS</b>		<b>523</b>	<b>467</b>	<b>1 188</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	4	(61)	(53)	(126)
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE</b>		<b>462</b>	<b>414</b>	<b>1 062</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4	(23)	(22)	(45)
Perte de valeur	4	(1)	(5)	(11)
Autres produits et charges non courants	5	13	4	39
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>		<b>451</b>	<b>391</b>	<b>1 045</b>
Charges financières		(23)	(44)	(71)
Produits financiers		10	30	41
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>6</b>	<b>(13)</b>	<b>(14)</b>	<b>(30)</b>
Autres charges et produits financiers	6	8	3	(2)
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>		<b>446</b>	<b>380</b>	<b>1 013</b>
Impôt sur le résultat	7	(125)	(106)	(279)
<b>RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>		<b>321</b>	<b>274</b>	<b>734</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	10	2	7	25
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>323</b>	<b>281</b>	<b>759</b>
Dont :				
• Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		9	8	27
• <b>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (part du Groupe)</b>		<b>314</b>	<b>273</b>	<b>732</b>
<b>Données par action (en euros) - Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>8</b>			
Nombre d'actions		213 478 263	193 000 835	201 032 235
Bénéfice net par action		1,47	1,41	3,64
Nombre d'actions dilué		221 704 582	226 598 082	224 143 700
Bénéfice net par action – dilué		1,42	1,27	3,34

\* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables » en application d'IAS 19 révisée.



## État de résultat global consolidé

(en millions d'euros)	30 juin 2013 (6 mois)	30 juin 2012 * (6 mois)	31 décembre 2012 * (12 mois)
<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE (A)</b>	<b>323</b>	<b>281</b>	<b>759</b>
<b>Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat</b>			
• Gains (et pertes) actuariels sur régime à prestations définies	29	(41)	(30)
• Impôts différés relatifs aux éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	(9)	10	6
<b>Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat</b>			
• Réévaluation des titres disponibles à la vente	11	2	4
• Écarts de conversion de consolidation	(67)	66	(61)
• Impôts différés relatifs aux éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	-	-	-
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (B)</b>	<b>(36)</b>	<b>37</b>	<b>(81)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE (A) + (B)</b>	<b>287</b>	<b>318</b>	<b>678</b>
Dont :			
• Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	6	8	24
• Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (part du Groupe)	281	310	654

\* En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

## Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012 *
<b>Actif</b>			
Écarts d'acquisition nets	9	6 081	5 667
Immobilisations incorporelles nettes		972	982
Immobilisations corporelles nettes		509	506
Impôts différés actifs		121	97
Titres mis en équivalence	10	20	23
Autres actifs financiers	11	174	242
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>7 877</b>	<b>7 517</b>
Stocks et en-cours de production		396	342
Clients et comptes rattachés		7 046	6 841
Autres créances et actifs courants		584	591
Trésorerie et équivalents de trésorerie		750	1 314
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>8 776</b>	<b>9 088</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>16 653</b>	<b>16 605</b>
<b>Passif</b>			
Capital		84	84
Réserves consolidées, part du Groupe		4 468	4 530
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe (Part du Groupe)</b>	<b>12</b>	<b>4 552</b>	<b>4 614</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)		48	44
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>4 600</b>	<b>4 658</b>
Dettes financières à plus d'un an	14	530	730
Impôts différés passifs		240	238
Provisions à long terme	13	409	464
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>1 179</b>	<b>1 432</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		8 013	8 249
Dettes financières à moins d'un an	14	862	379
Dettes d'impôts sur les sociétés		52	65
Provisions à court terme	13	139	166
Autres dettes et passifs courants		1 808	1 656
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>10 874</b>	<b>10 515</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>16 653</b>	<b>16 605</b>

\* En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	30 juin 2013 (6 mois)	30 juin 2012 * (6 mois)	31 décembre 2012 * (12 mois)
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>			
Résultat net	323	281	759
Neutralisation des produits et charges calculés :			
Impôt sur le résultat	125	106	279
Coût de l'endettement financier net	13	14	30
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	(12)	(3)	(38)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	85	80	182
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	18	12	26
Autres produits et charges calculés	-	(4)	(1)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(2)	(7)	(25)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2	4	8
Impôt payé	(159)	(151)	(306)
Intérêts financiers payés	(18)	(32)	(61)
Intérêts financiers encaissés	22	12	24
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité <sup>(1)</sup>	(513)	(373)	155
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS L'ACTIVITÉ (I)</b>	<b>(116)</b>	<b>(61)</b>	<b>1 032</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(53)	(42)	(123)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	2	3
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(15)	(19)	(120)
Acquisitions de filiales	(386)	(99)	(369)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (II)</b>	<b>(452)</b>	<b>(158)</b>	<b>(609)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(119)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(14)	(23)	(31)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	138	6	16
Remboursement des emprunts	(91)	(544)	(546)
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	(58)	(27)	(30)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et de BSA	(169)	(596)	(566)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (III)</b>	<b>(194)</b>	<b>(1 184)</b>	<b>(1 276)</b>
<b>Incidence des variations de taux de change (IV)</b>	<b>(38)</b>	<b>8</b>	<b>(7)</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE (I + II + III + IV)</b>	<b>(800)</b>	<b>(1 395)</b>	<b>(860)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier	1 314	2 174	2 174
Soldes créditeurs de banques au 1 <sup>er</sup> janvier	(28)	(28)	(28)
<b>Trésorerie à l'ouverture (V)</b>	<b>1 286</b>	<b>2 146</b>	<b>2 146</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	750	772	1 314
Soldes créditeurs de banques à la clôture	(264)	(21)	(28)
<b>Trésorerie à la clôture (VI)</b>	<b>486</b>	<b>751</b>	<b>1 286</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE</b>	<b>(800)</b>	<b>(1 395)</b>	<b>(860)</b>
<i>(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
<i>Variation des stocks et en-cours de production</i>	8	(34)	41
<i>Variation des créances clients et autres créances</i>	(107)	156	(426)
<i>Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions</i>	(414)	(495)	540
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>	(513)	(373)	155

\* En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Nombre d'actions en circulation (en millions d'euros)		Capital social	Réserves liées au capital
<b>199 203 650</b>	<b>1<sup>er</sup> JANVIER 2013</b>	<b>84</b>	<b>2 851</b>
	Résultat net		
	<b>Autres éléments du résultat global nets d'impôts</b>		
	<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DE LA PÉRIODE</b>		
5 405	Augmentation de capital de Publicis Groupe SA et annulation d'actions propres		
	Dividendes		
	Rémunérations fondées sur des actions		
	Intérêts complémentaires sur Oranes		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
(1 212 812)	Achats/Ventes d'actions propres		
<b>197 996 243</b>	<b>30 JUIN 2013</b>	<b>84</b>	<b>2 851</b>

\* En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

Nombre d'actions en circulation (en millions d'euros)		Capital social	Réserves liées au capital
<b>185 996 063</b>	<b>1<sup>er</sup> JANVIER 2012 *</b>	<b>77</b>	<b>2 479</b>
	Résultat net		
	<b>Autres éléments du résultat global nets d'impôts</b>		
	<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DE LA PÉRIODE</b>		
(10 759 813)	Augmentation de capital de Publicis Groupe SA et annulation d'actions propres	(4)	(381)
	Dividendes		
	Rémunérations fondées sur des actions		
	Intérêts complémentaires sur Oranes		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
1 462 108	Conversion de l'Océane 2014	1	39
(4 643 758)	Achats/Ventes d'actions propres		
<b>172 054 600</b>	<b>30 JUIN 2012 *</b>	<b>74</b>	<b>2 137</b>

\* En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».



Réserves et résultats consolidés *	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère *	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres *
<b>1 642</b>	<b>(97)</b>	<b>134</b>	<b>4 614</b>	<b>44</b>	<b>4 658</b>
314			314	9	323
20	(64)	11	(33)	(3)	(36)
<b>334</b>	<b>(64)</b>	<b>11</b>	<b>281</b>	<b>6</b>	<b>287</b>
(178)			(178)	(14)	(192)
18			18		18
(3)			(3)		(3)
(11)			(11)	12	1
(169)			(169)		(169)
<b>1 633</b>	<b>(161)</b>	<b>145</b>	<b>4 552</b>	<b>48</b>	<b>4 600</b>

Réserves et résultats consolidés *	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère *	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres *
<b>1 253</b>	<b>(39)</b>	<b>130</b>	<b>3 900</b>	<b>33</b>	<b>3 933</b>
273			273	8	281
(31)	66	2	37		37
<b>242</b>	<b>66</b>	<b>2</b>	<b>310</b>	<b>8</b>	<b>318</b>
			(385)		(385)
(119)			(119)	(23)	(142)
14			14		14
(4)			(4)		(4)
18			18	21	39
1			41		41
(212)			(212)		(212)
<b>1 193</b>	<b>27</b>	<b>132</b>	<b>3 563</b>	<b>39</b>	<b>3 602</b>

## Notes annexes aux états financiers consolidés

<b>Note 1</b>	<b>Synthèse des règles et méthodes comptables</b>	<b>25</b>	<b>Note 14</b>	<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>37</b>
	Nouvelles normes et interprétations applicables	25		Analyse par échéance de remboursement	38
	Recours à des estimations	28		Analyse par devise	38
<b>Note 2</b>	<b>Variations du périmètre</b>	<b>28</b>		Analyse par catégorie de taux	38
	Prises de contrôle de la période	28		Exposition au risque de liquidité	38
	Cessions de la période	28	<b>Note 15</b>	<b>Engagements hors bilan</b>	<b>39</b>
<b>Note 3</b>	<b>Charges de personnel et effectifs</b>	<b>29</b>		Contrats de location simple	39
<b>Note 4</b>	<b>Dotations aux amortissements et perte de valeur</b>	<b>29</b>		Autres engagements	40
				Obligations liées aux emprunts et aux Oranes	41
<b>Note 5</b>	<b>Autres produits et charges non courants</b>	<b>30</b>		Obligations liées aux bons de souscription d'actions	41
				Autres engagements	41
<b>Note 6</b>	<b>Charges et produits financiers</b>	<b>30</b>	<b>Note 16</b>	<b>Information sectorielle</b>	<b>41</b>
<b>Note 7</b>	<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>30</b>		Information par secteur d'activité	41
				Information par zone géographique	41
<b>Note 8</b>	<b>Bénéfice net par action</b>	<b>31</b>	<b>Note 17</b>	<b>Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA</b>	<b>44</b>
	Bénéfice net par action (de base et dilué)	31		Plans d'options Publicis Groupe	45
	Bénéfice net courant par action (de base et dilué)	32		Plans d'actions gratuites Publicis Groupe	46
<b>Note 9</b>	<b>Écarts d'acquisition</b>	<b>33</b>		Plans d'actions gratuites Publicis Groupe attribués à certains salariés de Razorfish	47
<b>Note 10</b>	<b>Participations dans des entreprises associées</b>	<b>33</b>		Plans d'options Digitas à l'origine	47
<b>Note 11</b>	<b>Autres actifs financiers</b>	<b>34</b>		Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites Publicis Groupe et Digitas sur le résultat du 1 <sup>er</sup> semestre 2013	48
<b>Note 12</b>	<b>Capitaux propres</b>	<b>34</b>	<b>Note 18</b>	<b>Informations relatives aux parties liées</b>	<b>48</b>
	Rachat des actions propres détenues par Dentsu	34			
	Capital social de la société mère	34	<b>Note 19</b>	<b>Événements postérieurs à la clôture</b>	<b>48</b>
	Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2013	35			
	Dividendes	35			
	Effet impôt sur les autres éléments du résultat global	35			
<b>Note 13</b>	<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>36</b>			



Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire du 16 juillet 2013 et examinés par le Conseil de surveillance du 17 juillet 2013.

Les comptes consolidés semestriels condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

## Note 1 Synthèse des règles et méthodes comptables

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Publicis au 31 décembre 2012 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS approuvées par l'Union européenne à la date de clôture et d'application obligatoire à cette date. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2013 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont cohérentes avec celles utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, et présentées dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 12 avril 2013 (« Document de référence 2012 », pages 118 et suivantes), à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et décrites ci-après.

### Nouvelles normes et interprétations applicables

Au 30 juin 2013, le groupe Publicis applique les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2012 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

- amendement IAS 1 - Présentation des postes des autres éléments du résultat global. Cet amendement demande de distinguer dans les autres éléments du résultat global, les éléments qui seront recyclés en compte de résultat de ceux qui ne le seront pas. Cet amendement n'a pas d'impact matériel sur la présentation de l'état du résultat global consolidé publié par le Groupe ;
- amendement IAS 19 - Régimes à prestations définies : L'application rétrospective de cet amendement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 entraîne principalement la suppression de l'option dite du « corridor » et la constatation dans les autres éléments du résultat global de tous les écarts actuariels non amortis. Cependant, cette suppression est sans effet sur les états financiers du groupe Publicis qui avait déjà opté pour l'application de la méthode dite du SORIE.

L'amendement d'IAS 19 a notamment eu les conséquences suivantes :

- les engagements du Groupe envers ses salariés sont intégralement comptabilisés à la clôture de chaque exercice ; l'amortissement des coûts des services passés (résultant de changements de régimes de retraite) sur la durée résiduelle d'acquisition des nouveaux droits est supprimé. Les coûts des services passés non provisionnés au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (premier exercice comparatif) sont comptabilisés par contrepartie des réserves consolidées pour leur montant net d'impôt. Les effets des changements de régimes de retraite postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2011 sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « Charges de personnel » ;
- le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est désormais évalué en utilisant le même taux que le taux d'actualisation des passifs sociaux ;
- certains frais administratifs des plans de couverture, lorsqu'ils sont directement facturés au Groupe, sont désormais comptabilisés dans le résultat opérationnel, et non plus en diminution du rendement attendu des actifs de couverture inclus dans les « Autres charges et produits financiers ».

Par ailleurs, le Groupe continue de comptabiliser de façon distincte les coûts des services rendus dans le résultat opérationnel et les coûts financiers dans les « Autres charges et produits financiers ».

## COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Notes annexes aux états financiers consolidés

# 2

Les tableaux ci-après présentent l'incidence du changement de méthode sur le compte de résultat et sur l'état du résultat global du Groupe :

### Compte de résultat consolidé retraité

(en millions d'euros)	30 juin 2012 (6 mois)			31 décembre 2012 (12 mois)		
	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité
<b>REVENU</b>	<b>3 084</b>		<b>3 084</b>	<b>6 610</b>		<b>6 610</b>
Charges de personnel	(1 978)	(1)	(1 979)	(4 076)	(2)	(4 078)
Autres charges opérationnelles	(638)		(638)	(1 344)		(1 344)
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENTS</b>	<b>468</b>	<b>(1)</b>	<b>467</b>	<b>1 190</b>	<b>(2)</b>	<b>1 188</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(53)		(53)	(126)		(126)
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE</b>	<b>415</b>	<b>(1)</b>	<b>414</b>	<b>1 064</b>	<b>(2)</b>	<b>1 062</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(22)		(22)	(45)		(45)
Perte de valeur	(5)		(5)	(11)		(11)
Autres produits et charges non courants	4		4	39		39
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>392</b>	<b>(1)</b>	<b>391</b>	<b>1 047</b>	<b>(2)</b>	<b>1 045</b>
Charges financières	(44)		(44)	(71)		(71)
Produits financiers	30		30	41		41
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(14)</b>		<b>(14)</b>	<b>(30)</b>		<b>(30)</b>
Autres charges et produits financiers	6	(3)	3	4	(6)	(2)
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>	<b>384</b>	<b>(4)</b>	<b>380</b>	<b>1 021</b>	<b>(8)</b>	<b>1 013</b>
Impôt sur le résultat	(108)	2	(106)	(282)	3	(279)
<b>RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>	<b>276</b>	<b>(2)</b>	<b>274</b>	<b>739</b>	<b>(5)</b>	<b>734</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	7		7	25		25
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>283</b>	<b>(2)</b>	<b>281</b>	<b>764</b>	<b>(5)</b>	<b>759</b>
Dont :						
• Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	8		8	27		27
• <b>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (part du Groupe)</b>	<b>275</b>	<b>(2)</b>	<b>273</b>	<b>737</b>	<b>(5)</b>	<b>732</b>

#### Données par action (en euros) - Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

Bénéfice net par action	1,42	(0,01)	1,41	3,67	(0,03)	3,64
Bénéfice net par action – dilué	1,28	(0,01)	1,27	3,36	(0,02)	3,34



**État de résultat global consolidé retraité**

(en millions d'euros)	30 juin 2012 (6 mois)			31 décembre 2012 (12 mois)		
	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité
<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE (A)</b>	<b>283</b>	<b>(2)</b>	<b>281</b>	<b>764</b>	<b>(5)</b>	<b>759</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>						
- Réévaluation des titres disponibles à la vente	2	-	2	4		4
- Gains (et pertes) actuariels sur régime à prestations définies	(44)	3	(41)	(36)	6	(30)
- Écarts de conversion de consolidation	66		66	(61)		(61)
- Impôts différés relatifs aux autres éléments du résultat global	11	(1)	10	8	(2)	6
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (B)</b>	<b>35</b>	<b>2</b>	<b>37</b>	<b>(85)</b>	<b>4</b>	<b>(81)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE (A) + (B)</b>	<b>318</b>		<b>318</b>	<b>679</b>	<b>(1)</b>	<b>678</b>
Dont :						
• Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	8		8	24		24
• Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (part du Groupe)	310		310	655	(1)	654

Le changement de méthode n'a pas d'impact sur le tableau de trésorerie à l'exception des lignes résultat net et impôt du compte de résultat ainsi que la variation du besoin en fonds de roulement.

Au bilan, les seuls comptes retraités sont les provisions à long terme (diminution de 1 million d'euros au 31 décembre 2012) et les capitaux propres (augmentation de 1 million d'euros au 31 décembre 2012).

Par ailleurs, l'application par le Groupe des normes et interprétations suivantes, adoptée par l'Union européenne et obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, est sans impact majeur sur les états financiers du Groupe :

- IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur ;
- Amendements d'IAS 12 - Impôts sur le résultat - Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents ;
- Améliorations des IFRS 2011 - Normes publiées en mai 2012 ;
- IAS 28 révisée - Participations dans des entreprises associées et dans des joint-ventures ;
- Amendements d'IFRS 7 - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers et informations à fournir.

Les principes suivants publiés par l'IASB ne sont pas appliqués par le Groupe dans la mesure où ils ont été adoptés par l'Union européenne avec une date d'application pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- IFRS 10 - États financiers consolidés ;
- IFRS 11 - Partenariat sous contrôle conjoint ;
- IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans les autres entités.

À l'exception des normes ci-dessus, les principes appliqués par le Groupe ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

- IAS 32 - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers ;
- IFRS 9 et compléments à IFRS 9 - Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers, et option à la juste valeur pour les passifs financiers ;
- Amendements d'IAS 36 - Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- IFRIC 21 - Taxes prélevées par une autorité publique.

Le processus de détermination par Publicis des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

### Recours à des estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations retenues pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013 sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2012 dans le document de référence 2012. La Direction révisé ces estimations lorsqu'elle identifie de nouveaux événements à prendre en compte ou en cas de changement des circonstances sur lesquelles ces hypothèses étaient fondées. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

## Note 2 Variations du périmètre

---

### Prises de contrôle de la période

#### LBi

En novembre 2012, le Groupe a lancé une Offre Publique d'Achat sur la totalité des actions émises et en circulation de LBi, la plus grande agence indépendante européenne de marketing et technologie, qui combine expertises stratégique, créative, média et technique. LBi emploie plus de 2 200 personnes à travers 16 pays.

Cette offre a été faite sur la base d'un prix de 2,85 euros par action coupon attaché, et la période d'acceptation a expiré le 15 janvier 2013.

Au 31 décembre 2012, Publicis détenait 22,72 % de LBi ; cette participation n'était pas consolidée à la clôture de l'exercice.

Le Règlement-Livraison de l'offre est intervenu le 21 janvier 2013, date à laquelle le groupe Publicis a acquis 73,50 % du capital sur une base totalement diluée, représentant, avec les actions préalablement rachetées, 97,37 % du capital sur une base totalement diluée. Le groupe LBi est intégré globalement depuis cette date.

Au 30 juin 2013, compte tenu des acquisitions intervenues postérieurement à la prise de contrôle, Publicis Groupe détient 98,23 % du capital de LBi, pour un montant total d'environ 409 millions d'euros.

En concertation avec NYSE Euronext Amsterdam, il a été décidé de mettre un terme à la cotation des Actions ordinaires de LBi sur NYSE Euronext Amsterdam, et Publicis a initié une procédure de retrait obligatoire, afin de racheter le reliquat des actions non encore détenues.

Au 30 juin 2013, l'allocation de la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est en cours et un écart d'acquisition provisoire a été comptabilisé pour un montant de 361 millions d'euros.

Aucune autre acquisition significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours de la période.

La juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée (hors trésorerie acquise) des entités intégrées prises dans leur ensemble (incluant notamment celle décrite ci-dessus, ainsi que les acquisitions de moindre ampleur) avec prise de contrôle exclusif durant la période, s'élève à 457 millions d'euros. Ce montant comprend notamment :

- 306 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- 23 millions d'euros d'engagements de compléments de prix ;
- 34 millions d'euros d'engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle ;
- 94 millions d'euros de juste valeur de titres non consolidés à la date de prise de contrôle.

Le montant payé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 au titre des acquisitions (après déduction de la trésorerie acquise) s'élève à 386 millions d'euros et comprend :

- 306 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- 2 millions d'euros de trésorerie acquise ;
- 78 millions d'euros de compléments de prix.

Les acquisitions de la période prises dans leur ensemble représentent moins de 4 % du revenu consolidé et du résultat net consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

### Cessions de la période

Aucune cession significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours de la période.



### Note 3 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, intéressements, congés payés ainsi que l'estimation des bonus et les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, plans d'actions gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet de l'actualisation présenté en autres produits et charges financiers).

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012 <sup>(1)</sup>
Rémunérations	(1 654)	(1 523)
Charges sociales	(293)	(271)
Avantages postérieurs à l'emploi	(51)	(44)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	(18)	(12)
Intérimaires et « free-lance »	(152)	(129)
<b>TOTAL</b>	<b>(2 168)</b>	<b>(1 979)</b>

(1) En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

### Évolution et répartition des effectifs par zone géographique :

	30 juin 2013	30 juin 2012
Europe	19 252	17 419
Amérique du Nord	20 158	19 221
Amérique latine	4 855	4 539
Asie Pacifique	13 564	12 732
Moyen-Orient et Afrique	2 156	2 051
<b>TOTAL</b>	<b>59 985</b>	<b>55 962</b>

### Note 4 Dotations aux amortissements et perte de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(9)	(7)
Amortissement des immobilisations corporelles	(52)	(46)
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS (HORS INCORPORELS LIÉS AUX ACQUISITIONS)</b>	<b>(61)</b>	<b>(53)</b>
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DES INCORPORELS LIÉS AUX ACQUISITIONS</b>	<b>(23)</b>	<b>(22)</b>
<b>PERTE DE VALEUR</b>	<b>(1)</b>	<b>(5)</b>
<b>TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR</b>	<b>(85)</b>	<b>(80)</b>

Les tests de dépréciation ont été réalisés sur les unités génératrices de trésorerie (constituées d'agences ou de regroupements d'agences) et sur les actifs incorporels présentant des indices de perte de valeur (baisse générale de l'activité, baisse d'activité sur un client majeur de l'unité génératrice de trésorerie...). Au 30 juin 2013, les taux d'actualisation après impôt retenus pour les tests de dépréciation des actifs concernés se situent entre 10 % et 11 %. Le taux de croissance à l'infini utilisé dans les projections des tests de dépréciation s'élève à 3 %.

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles au 30 juin 2013.

## Note 5 Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Plus-values (moins-values) sur cession d'actif	12	4
Autres produits et charges non courants	1	-
<b>TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS</b>	<b>13</b>	<b>4</b>

## Note 6 Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012 <sup>(1)</sup>
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(18)	(39)
Charges d'intérêts sur contrats de location-financement	(5)	(5)
<b>Charges financières</b>	<b>(23)</b>	<b>(44)</b>
Produits financiers <sup>(2)</sup>	10	30
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(13)</b>	<b>(14)</b>
Pertes et gains de change (y compris variation de la juste valeur des dérivés)	9	(1)
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(3)	(4)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	2	7
Dividendes reçus hors Groupe	-	1
<b>AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>8</b>	<b>3</b>
<b>TOTAL (CHARGES) ET PRODUITS FINANCIERS NETS</b>	<b>(5)</b>	<b>(11)</b>

(1) En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

(2) Y compris, au 30 juin 2012, un ajustement de juste valeur de 17 M€ sur l'Eurobond 2012 constaté lors de l'extinction de la dette.

## Note 7 Impôt sur le résultat

### Taux d'impôt effectif

La charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire au 30 juin 2013 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice complet.

(en millions d'euros)		30 juin 2013	30 juin 2012 <sup>(1)</sup>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>	<b>A</b>	<b>446</b>	<b>380</b>
Gain sur sortie de périmètre		(12)	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES RETRAITÉ</b>	<b>B</b>	<b>434</b>	<b>380</b>
<b>TAUX D'IMPÔT EFFECTIF</b>	<b>C</b>	<b>28,8 %</b>	<b>27,9 %</b>
<b>IMPÔT CONSTATÉ AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>B x C</b>	<b>(125)</b>	<b>(106)</b>

(1) Le taux a été retraité en application d'IAS 19 révisée, comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».



## Note 8 Bénéfice net par action

### Bénéfice par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2013	30 juin 2012 <sup>(1)</sup>
<b>Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA</b>			
<b>Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>A</b>	<b>314</b>	<b>273</b>
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt <sup>(2)</sup>		1	14
<b>Résultat net part du Groupe – dilué</b>	<b>B</b>	<b>315</b>	<b>287</b>
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA</b>			
<b>Nombre d'actions moyen composant le capital social</b>		210 011 153	186 024 782
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(12 154 180)	(10 207 366)
Actions à remettre en remboursement des Oranes		15 621 290	17 183 419
<b>Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul</b>	<b>C</b>	<b>213 478 263</b>	<b>193 000 835</b>
<i>Impact des instruments dilutifs : <sup>(3)</sup></i>			
• Actions gratuites et stock-options dilutifs		3 284 649	4 508 286
• Bons de souscription d'actions (BSA)		2 317 132	1 228 951
• Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles <sup>(1)</sup>		2 624 538	27 860 010
<b>Nombre d'actions dilué</b>	<b>D</b>	<b>221 704 582</b>	<b>226 598 082</b>
(en euros)			
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION</b>	<b>A/C</b>	<b>1,47</b>	<b>1,41</b>
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION – DILUÉ</b>	<b>B/D</b>	<b>1,42</b>	<b>1,27</b>

(1) En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

(2) Les Océanes 2018 et 2014 sont prises en compte dans le calcul sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012. En 2013, seule l'Océane 2018 est encore en circulation.

(3) Seuls les stock-options et BSA ayant un effet dilutif, c'est-à-dire dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de la période, sont pris en considération.

## COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Notes annexes aux états financiers consolidés

# 2

### Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)	30 juin 2013	30 juin 2012 <sup>(1)</sup>
<b>Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant <sup>(2)</sup></b>		
<b>Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>314</b>	<b>273</b>
<i>Éléments exclus :</i>		
• Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt	14	14
• Perte de valeur, nette d'impôt	1	3
• Réévaluation des <i>earn-out</i>	(2)	(7)
• Gain sur sorties de périmètre	(12)	-
<b>Résultat net courant part du Groupe</b>	<b>E 315</b>	<b>283</b>
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt	1	14
<b>Résultat net courant part du Groupe – dilué</b>	<b>F 316</b>	<b>297</b>
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA</b>		
Nombre d'actions moyen composant le capital social	210 011 153	186 024 782
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)	(12 154 180)	(10 207 366)
Actions à remettre en remboursement des Oranes	15 621 290	17 183 419
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	<b>G 213 478 263</b>	193 000 835
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
• Actions gratuites et stock-options dilutifs	3 284 649	4 508 286
• Bons de souscription d'actions (BSA)	2 317 132	1 228 951
• Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles	2 624 538	27 860 010
<b>Nombre d'actions dilué</b>	<b>D 221 704 582</b>	<b>226 598 082</b>
(en euros)		
<b>BÉNÉFICE NET COURANT PAR ACTION <sup>(2)</sup></b>	<b>E/C 1,48</b>	<b>1,46</b>
<b>BÉNÉFICE NET COURANT PAR ACTION – DILUÉ <sup>(2)</sup></b>	<b>F/D 1,43</b>	<b>1,31</b>

(1) En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

(2) BNPA avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions, perte de valeur et réévaluation des *earn-out*.



## Note 9 Écarts d'acquisition

### Variation des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
<b>1<sup>er</sup> JANVIER 2012</b>	<b>5 360</b>	<b>(153)</b>	<b>5 207</b>
Acquisitions	477	-	477
Perte de valeur	-	(1)	(1)
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle <sup>(1)</sup>	39	-	39
Cessions et sorties d'actifs	(9)	-	(9)
Change et divers	(46)	-	(46)
<b>31 DÉCEMBRE 2012</b>	<b>5 821</b>	<b>(154)</b>	<b>5 667</b>
Acquisitions	398	-	398
Perte de valeur	-	-	-
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle <sup>(1)</sup>	29	-	29
Cessions et sorties d'actifs	-	-	-
Change et divers	(18)	5	(13)
<b>30 JUIN 2013</b>	<b>6 230</b>	<b>(149)</b>	<b>6 081</b>

(1) Dans l'attente d'une interprétation ou d'une norme précisant le traitement des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle, ceux-ci sont comptabilisés en dettes financières. Tout mouvement ultérieur des participations ne donnant pas le contrôle ainsi que toute réévaluation de l'engagement modifie l'écart d'acquisition pour les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## Note 10 Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élevaient à 20 millions d'euros au 30 juin 2013 (contre 23 millions d'euros au 31 décembre 2012).

(en millions d'euros)	Titres mis en équivalence
<b>MONTANT AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013</b>	<b>23</b>
Entrées de périmètre	-
Sorties de périmètre	-
Quote-part de résultat	2
Dividendes versés	(2)
Effet de change et autres	(3)
<b>MONTANT AU 30 JUIN 2013</b>	<b>20</b>

Les principales sociétés mises en équivalence sont Burrell Communications et M Publicité. Au 30 juin 2013, les valeurs au bilan de ces deux sociétés s'élevaient respectivement à 6 millions et 3 millions d'euros.

## Note 11 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent notamment les investissements classés dans la catégorie « disponibles à la vente ».

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Actifs financiers disponibles à la vente		
• Titres IPG	54	41
• Fonds Communs de Placement à Risques <sup>(1)</sup>	31	23
• Titres LBi	-	94
• Autres	9	9
Dépôts de garantie	31	24
Prêts à des sociétés non consolidées	27	27
Créances rattachées à des participations	15	15
Autres actifs financiers non courants	47	49
<b>Valeur brute</b>	<b>214</b>	<b>282</b>
Dépréciation	(40)	(40)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>174</b>	<b>242</b>

(1) En mars 2012, France Télécom-Orange et Publicis Groupe ont officialisé leur partenariat avec Iris Capital Management. Dans le cadre de ce partenariat, Publicis Groupe s'est engagé à apporter un montant de 74 millions d'euros afin d'investir dans des entreprises créatrices de valeur dans l'économie numérique.

En novembre 2012, le Groupe a lancé une offre publique d'achat sur la totalité des actions émises et en circulation de LBi.

Au 30 juin 2013, Publicis détient 98,23 % de LBi. Suite à cette prise de contrôle, les titres classés en actifs financiers sont désormais consolidés (voir note 2).

## Note 12 Capitaux propres

### Rachat des actions propres détenues par Dentsu

Dans le cadre du programme de rachat approuvé par l'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2012, et faisant suite à la proposition faite par Dentsu, Publicis Groupe a racheté le 15 février 2013 un bloc de 3,9 millions de ses propres actions pour un montant total de 181 millions d'euros, soit 46,82 euros par action. L'opération a été réalisée avec une décote de 4,7 % par rapport au cours de clôture de Bourse du 14 février 2013.

### Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Capital social au 1 <sup>er</sup> janvier	210 008 734	193 357 945
Augmentation de capital	5 405	27 410 602
Annulation d'actions	-	(10 759 813)
<b>ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>210 014 139</b>	<b>210 008 734</b>
Autodétention en fin de période	(12 017 896)	(10 805 084)
<b>ACTIONS EN CIRCULATION EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>197 996 243</b>	<b>199 203 650</b>

Le capital de Publicis Groupe SA a augmenté de 2 162 euros au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, correspondant à 5 405 actions de 0,40 euro nominal.

Le capital social de Publicis Groupe SA s'élève au 30 juin 2013 à 84 005 655 euros, divisé en 210 014 139 actions de 0,40 euro nominal.



### Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2013

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions autodétenues a évolué comme suit au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 :

	Nombre d'actions	Valeur brute (en millions d'euros)
<b>ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2012 <sup>(1)</sup></b>	<b>10 805 084</b>	<b>361</b>
Rachats de titres détenus par la société Dentsu	3 875 139	181
Cessions (levées de stock-options)	(2 676 827)	(76)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	14 500	1
<b>ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 30 JUIN 2013 <sup>(1)</sup></b>	<b>12 017 896</b>	<b>467</b>

(1) Y compris actions détenues au titre du contrat de liquidité (34 500).

### Dividendes

Conformément à l'approbation de l'AGO du 29 mai 2013, Publicis Groupe SA a procédé le 5 juillet 2013 :

- à la livraison de 1 361 502 actions nouvelles pour le paiement des dividendes en actions aux porteurs ayant exercé cette option ;
- au versement de 108 millions d'euros de dividendes (soit 0,90 euro par action). Ce versement est soumis à la taxe de 3 % sur les dividendes pour la partie versée en numéraire.

### Effet impôt sur les autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	30 juin 2013			30 juin 2012 <sup>(1)</sup>		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente	11	-	11	2	-	2
Gains (et pertes) actuariels sur régimes à prestations définies	29	(9)	20	(41)	10	(31)
Écarts de change	(67)	-	(67)	66	-	66
<b>TOTAL</b>	<b>(27)</b>	<b>(9)</b>	<b>(36)</b>	<b>27</b>	<b>10</b>	<b>37</b>

(1) En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

## Note 13 Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi <sup>(1)</sup>	Risques et litiges	Autres provisions	Total <sup>(1)</sup>
<b>1<sup>er</sup> JANVIER 2012 <sup>(1)</sup></b>	<b>14</b>	<b>37</b>	<b>286</b>	<b>196</b>	<b>87</b>	<b>620</b>
Dotations	20	2	23	63	41	149
Utilisations	(10)	(11)	(60)	(19)	(19)	(119)
Autres reprises	-	(1)	-	(45)	(13)	(59)
Variations de périmètre	3	-	1	4	1	9
Pertes (gains) actuariels	-	-	30	-	-	30
Change et divers	(5)	-	5	(2)	2	-
<b>31 DÉCEMBRE 2012 <sup>(1)</sup></b>	<b>22</b>	<b>27</b>	<b>285</b>	<b>197</b>	<b>99</b>	<b>630</b>
Dotations	6	3	18	4	3	34
Utilisations	(14)	(3)	(24)	(7)	(7)	(55)
Autres reprises	-	(6)	-	(6)	(19)	(31)
Variations de périmètre	-	-	1	2	1	4
Pertes (gains) actuariels	-	-	(29)	-	-	(29)
Change et divers	-	(1)	(1)	(1)	(2)	(5)
<b>30 JUIN 2013</b>	<b>14</b>	<b>20</b>	<b>250</b>	<b>189</b>	<b>75</b>	<b>548</b>
Dont à court terme	9	8	39	72	11	139
Dont à long terme	5	12	211	117	64	409

(1) En application d'IAS 19 révisée, les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables ».

### Hypothèses actuarielles (taux moyens pondérés)

La provision relative aux engagements de retraite est actualisée au 30 juin 2013 sur la base de taux d'actualisation qui sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (notées au moins AA) et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence, notamment l'iBoxx en Europe et le City Group Index aux USA.

	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi			Total Groupe
	Amérique du Nord	Europe	Reste du monde	Total	Amérique du Nord	Europe	Total	
30 juin 2013	4,02 %	3,23 % <sup>(1)</sup>	3,65 %	3,56 %	4,02 %	4,45 %	4,08 %	<b>3,61 %</b>
31 décembre 2012	3,20 %	3,85 % <sup>(1)</sup>	2,92 %	3,52 %	3,20 %	5,50 %	3,54 %	<b>3,52 %</b>

(1) Le taux d'actualisation retenu pour la zone Euro au 30 juin 2013 est de 3,02 %, et de 3,00 % au 31 décembre 2012.



## Note 14 Emprunts et dettes financières

Nombre de titres au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
<b>Emprunts obligataires (hors intérêts courus) émis par Publicis Groupe :</b>		
253 242 Eurobond 4,25 % - mars 2015 (Taux d'intérêt effectif 3,85 %)	265	269
2 624 538 Oceane 2,75 % - janvier 2018 (Taux d'intérêt effectif 2,75 %)	127	126
1 562 129 Oranes 0,82 % révisable - septembre 2022 (Taux d'intérêt effectif 8,50 %)	14	15
<b>Autres emprunts et dettes :</b>		
Intérêts courus	13	6
Autres emprunts et lignes de crédit	173	81
Soldes créditeurs de banques	264	28
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	82	81
Dettes sur acquisitions de titres de participation	296	317
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	158	186
<b>TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>1 392</b>	<b>1 109</b>
Dont à court terme	862	379
Dont à long terme	530	730

Les emprunts obligataires émis par Publicis Groupe SA sont à taux fixe et en euros.

Au regard de la norme IAS 39, le swap taux fixe/taux variable a été qualifié de couverture de la juste valeur de la dette Eurobond 2015. En janvier 2013, le swap a été débouclé, donnant lieu à l'encaissement d'une soulte de 20 millions d'euros, et à la constatation d'un produit de 12 millions d'euros, qui en application d'IAS 39, a été étalée sur la durée résiduelle de l'emprunt. Cet emprunt ne fait plus l'objet de couverture à ce jour.

L'évolution des dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle est présentée ci-après :

(en millions d'euros)	Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2012</b>	<b>186</b>
Dettes contractées durant la période	34
Rachats exercés	(54)
Réévaluation de la dette et change	(8)
<b>AU 30 JUIN 2013</b>	<b>158</b>

Les rachats du semestre ont été réalisés en numéraire.

## Analyse par échéance de remboursement

(en millions d'euros)	30 juin 2013						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	856	567	279	2	2	2	4
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	82	-	-	-	-	-	82
Dettes sur acquisitions de titres de participation	296	190	56	46	4	-	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	158	105	29	18	5	1	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 392</b>	<b>862</b>	<b>364</b>	<b>66</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>86</b>

(en millions d'euros)	31 décembre 2012						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	525	105	141	271	2	2	4
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	81	-	-	-	-	-	81
Dettes sur acquisitions de titres de participation	317	144	84	50	39	-	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	186	130	17	24	8	6	1
<b>TOTAL</b>	<b>1 109</b>	<b>379</b>	<b>242</b>	<b>345</b>	<b>49</b>	<b>8</b>	<b>86</b>

## Analyse par devise

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Euros	1 165	482
Dollars américains	148	141
Autres devises	79	486
<b>TOTAL</b>	<b>1 392</b>	<b>1 109</b>

## Analyse par catégorie de taux

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe (52,3 % de la dette brute hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle au 30 juin 2013) dont le taux moyen pour le semestre est de 6,3 % (ce taux tient compte du complément d'intérêts lié à la séparation des emprunts obligataires à option de conversion Océanes et Oranes entre une partie dettes et une partie capitaux propres).

## Exposition au risque de liquidité

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie pour un total au 30 juin 2013 de 750 millions d'euros) et d'autre part de lignes de crédit non utilisées (qui s'élèvent à 1 995 millions d'euros au 30 juin 2013 dont 1 770 millions d'euros de lignes de crédits confirmées et 225 millions d'euros de lignes de crédit non confirmées). La composante principale de ces lignes est un crédit syndiqué multidevises de 1 200 millions d'euros, à échéance du 13 juillet 2016. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face au paiement de la partie à moins d'un an de la dette financière du Groupe.



Les emprunts obligataires émis par le Groupe, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants » financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée (« credit default events ») sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros. La seule option de remboursement anticipé par les porteurs est relative à l'Océane 2018 et est exerçable en janvier 2014.

## Note 15 Engagements hors bilan

### Contrats de location simple

(en millions d'euros)	30 juin 2013						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>							
Contrats de location simple	1 688	259	244	211	186	167	621
<b>Engagements reçus</b>							
Contrats de sous-locations immobilières	30	6	4	3	3	2	12

(en millions d'euros)	31 décembre 2012						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>							
Contrats de location simple	1 508	242	229	195	175	160	507
<b>Engagements reçus</b>							
Contrats de sous-locations immobilières	19	5	3	2	1	1	6

## Autres engagements

(en millions d'euros)	30 juin 2013			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>				
Cautions et garanties <sup>(1)</sup>	109	40	29	40
Autres engagements <sup>(2)</sup>	596	73	383	140
<b>TOTAL</b>	<b>705</b>	<b>113</b>	<b>412</b>	<b>180</b>
<b>Engagements reçus</b>				
Lignes de crédit non utilisées <sup>(3)</sup>	1 995	288	1 707	-
Autres engagements <sup>(4)</sup>	49	23	19	7
<b>TOTAL</b>	<b>2 044</b>	<b>311</b>	<b>1 726</b>	<b>7</b>

(1) Au 30 juin 2013, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 67 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 7 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 550 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires. Par ailleurs, le Groupe reste engagé sur quatre années à des niveaux d'achats minimums qui en cas de non-réalisation, pourraient donner lieu à des paiements en numéraire et en services pouvant atteindre un maximum de 38 millions d'euros pour l'ensemble de la durée du contrat expirant au 31 décembre 2014 (19 millions d'euros maximum par an).

(3) Les lignes de crédit non utilisées comprennent 1 770 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

(4) Il s'agit principalement d'engagements commerciaux reçus, pour une durée de 5 ans à compter de l'année 2010 expirant le 30 juin 2015, pour un montant de 19 millions d'euros par an.

(en millions d'euros)	31 décembre 2012			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>				
Cautions et garanties <sup>(1)</sup>	106	41	24	41
Autres engagements <sup>(2)</sup>	577	127	381	69
Engagements d'acquisition de titres de participation <sup>(3)</sup>	331	331	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 014</b>	<b>499</b>	<b>405</b>	<b>110</b>
<b>Engagements reçus</b>				
Lignes de crédit non utilisées <sup>(4)</sup>	2 126	419	1 707	-
Autres engagements <sup>(5)</sup>	58	22	35	1
<b>TOTAL</b>	<b>2 184</b>	<b>441</b>	<b>1 743</b>	<b>1</b>

(1) Au 31 décembre 2012, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 73 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 7 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 524 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires. Par ailleurs, le Groupe s'est engagé sur quatre années à des niveaux d'achats minimums qui en cas de non-réalisation, pourraient donner lieu à des paiements en numéraire et en services pouvant atteindre un maximum de 47 millions d'euros pour l'ensemble de la durée du contrat expirant au 30 juin 2015 (19 millions d'euros maximum par an).

(3) Il s'agit d'engagements de rachat de titres concernant l'offre publique d'achat de LBI pour 328 millions d'euros.

(4) Les lignes de crédit non utilisées comprennent 1 912 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

(5) Il s'agit d'engagements commerciaux reçus, pour une durée de 5 ans à compter de l'année 2010 expirant le 30 juin 2015, pour un montant de 19 millions d'euros par an.



## Obligations liées aux emprunts et aux Oranes

### Océane 2018 - 2,75 % actuariel - janvier 2018

Dans le cadre de l'Océane 2018, les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion des obligations, à raison d'une action par obligation (d'une valeur de 39,15 euros à l'émission), à tout moment depuis le 18 janvier 2002 jusqu'au 7<sup>e</sup> jour ouvré précédant la date de maturité (18 janvier 2018). Compte tenu des remboursements anticipés intervenus en février 2005, en janvier 2006, janvier 2009 et janvier 2010, Publicis Groupe a un engagement de livrer, en cas de demande de conversion, 2 624 538 actions qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

De plus, les porteurs ont la possibilité de demander le remboursement anticipé en numéraire de tout ou partie des obligations dont ils sont propriétaires le 18 janvier 2014. Le prix de remboursement anticipé est calculé de telle sorte que le rendement brut actuariel annuel de l'obligation à la date de remboursement soit égal à 2,75 %.

### Orane - Obligations remboursables en actions nouvelles ou existantes - septembre 2022

Après le remboursement des sept premières tranches de l'emprunt à la date anniversaire de l'emprunt depuis septembre 2005, chaque Orane donne droit à recevoir 10 actions Publicis Groupe nouvelles ou existantes, à raison d'une par an jusqu'au 20<sup>e</sup> anniversaire de l'emprunt. Publicis Groupe a donc un engagement de livrer 1 562 129 actions chaque année, de l'année 2013 à 2022, soit 15 621 290 actions au total, qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

### Obligations liées aux bons de souscription d'actions

L'exercice des bons de souscription, qui pourra intervenir à tout moment entre le 24 septembre 2013 et le 24 septembre 2022, entraînera une augmentation de capital de Publicis Groupe. Après annulation de bons de souscription rachetés au cours des exercices 2005 et 2006, Publicis Groupe est engagé à créer (dans l'hypothèse où la totalité des BSA seraient exercés) 5 602 699 actions de 0,40 euro de nominal et 30,10 euros de prime.

### Autres engagements

Au 30 juin 2013, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

## Note 16 Information sectorielle

### Information par secteur d'activité

L'organisation que Publicis Groupe développe depuis plusieurs années est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Le Groupe a identifié 13 secteurs opérationnels qui correspondent aux réseaux d'agences et qui peuvent être regroupés dans la mesure où leurs caractéristiques économiques sont similaires (convergence des niveaux de marge des différents secteurs opérationnels) ainsi que la nature des services fournis aux clients (panel complet de services publicitaires et de communication) et le type de clients auxquels sont destinés ces services (les 20 premiers clients du Groupe sont clients de plusieurs secteurs opérationnels). Les 13 secteurs opérationnels sont ainsi regroupés en un seul secteur à présenter, conformément à la norme IFRS 8.

### Information par zone géographique

Compte tenu de l'importance de la localisation géographique dans l'analyse de l'activité, le Groupe a fait le choix de maintenir un niveau d'information détaillé par zone géographique.

Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.

# COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Notes annexes aux états financiers consolidés

# 2

JUIN 2013

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Informations concernant le compte de résultat</b>						
Revenu <sup>(1)</sup>	1 015	1 630	397	216	93	<b>3 351</b>
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(25)	(26)	(7)	(2)	(1)	<b>(61)</b>
Marge opérationnelle	77	301	42	25	17	<b>462</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4)	(15)	(1)	(3)	-	<b>(23)</b>
Perte de valeur	(1)	-	-	-	-	<b>(1)</b>
<b>Informations concernant le bilan</b>						
Écarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	2 164	3 614	718	477	80	<b>7 053</b>
Immobilisations corporelles nettes	283	178	30	12	6	<b>509</b>
Impôts différés actifs	70	9	25	16	1	<b>121</b>
Autres actifs financiers	56	78	34	5	1	<b>174</b>
Impôts différés passifs	(34)	(193)	-	(13)	-	<b>(240)</b>
Provisions à long terme	(176)	(113)	(33)	(50)	(37)	<b>(409)</b>
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(31)	(14)	(2)	(5)	(1)	<b>(53)</b>
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(10)	1	-	(6)	-	<b>(15)</b>
Acquisitions de filiales	(320)	(27)	(31)	(1)	(7)	<b>(386)</b>

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.



JUIN 2012

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Informations concernant le compte de résultat <sup>(1)</sup></b>						
Revenu <sup>(2)</sup>	925	1 506	365	206	82	<b>3 084</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(20)	(24)	(6)	(2)	(1)	<b>(53)</b>
Marge opérationnelle <sup>(1)</sup>	101	241	39	28	5	<b>414</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4)	(15)	(1)	(2)	-	<b>(22)</b>
Perte de valeur	-	(5)	-	-	-	<b>(5)</b>
<b>Informations concernant le bilan <sup>(1)</sup></b>						
Écarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 562	3 727	660	379	93	<b>6 421</b>
Immobilisations corporelles nettes	273	168	32	12	6	<b>491</b>
Impôts différés actifs <sup>(1)</sup>	57	35	24	15	5	<b>136</b>
Autres actifs financiers	35	70	27	4	1	<b>137</b>
Impôts différés passifs	(43)	(203)	-	(8)	-	<b>(254)</b>
Provisions à long terme <sup>(1)</sup>	(227)	(178)	(56)	(21)	(39)	<b>(521)</b>
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(26)	(8)	(1)	(6)	(1)	<b>(42)</b>
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(17)	-	-	(2)	-	<b>(19)</b>
Acquisitions de filiales	(32)	(8)	(32)	(27)	-	<b>(99)</b>

(1) Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables » en application d'IAS 19 révisée.

(2) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

EXERCICE 2012

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Informations concernant le compte de résultat <sup>(1)</sup></b>						
Revenu <sup>(2)</sup>	1 976	3 146	842	463	183	<b>6 610</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(46)	(56)	(15)	(6)	(3)	<b>(126)</b>
Marge opérationnelle <sup>(1)</sup>	256	580	114	82	30	<b>1 062</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(8)	(31)	(2)	(4)	-	<b>(45)</b>
Perte de valeur	(3)	(7)	-	-	(1)	<b>(11)</b>
<b>Informations concernant le bilan <sup>(1)</sup></b>						
Écarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 815	3 602	652	498	82	<b>6 649</b>
Immobilisations corporelles nettes	279	174	35	12	6	<b>506</b>
Impôts différés actifs	33	15	31	16	2	<b>97</b>
Autres actifs financiers	143	65	28	5	1	<b>242</b>
Impôts différés passifs	(40)	(183)	-	(15)	-	<b>(238)</b>
Provisions à long terme <sup>(1)</sup>	(198)	(145)	(51)	(34)	(36)	<b>(464)</b>
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(60)	(39)	(18)	(4)	(2)	<b>(123)</b>
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(118)	1	(3)	-	-	<b>(120)</b>
Acquisitions de filiales	(135)	(33)	(51)	(143)	(7)	<b>(369)</b>

(1) Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 1 « Synthèse des règles et méthodes comptables » en application d'IAS 19 révisée.

(2) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

## Note 17 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA

Les plans d'actions gratuites et de stock-options mis en place au cours du premier semestre 2013 ont les caractéristiques suivantes :

- Plan d'attribution d'actions gratuites aux salariés des 26 pays suivants (février 2013) : Australie, Autriche, Bulgarie, Colombie, Corée, Costa Rica, Émirats arabes, Grèce, Guatemala, Hong-Kong, Hongrie, Israël, Liban, Malaisie, Île Maurice, Nouvelle-Zélande, Panama, Puerto Rico, République tchèque, Roumanie, Serbie, Singapour, Suisse, Taiwan, Thaïlande, Turquie.

Dans le cadre de ce plan, comme cela a été fait en France en 2009, aux États-Unis en 2010 et dans 16 autres pays en 2011, 50 actions gratuites ont été attribuées le 1<sup>er</sup> février 2013 à tous les salariés ayant au moins 6 mois d'ancienneté et travaillant plus de 21 heures hebdomadaires dans une filiale détenue à plus de 50 % implantée dans l'un des pays concernés. La livraison des actions est soumise à une condition de présence de quatre ans : les actions gratuites seront livrées aux bénéficiaires en février 2017, date à laquelle ils en deviendront propriétaires et pourront exercer leurs droits d'actionnaires.

- Plan d'incentive à long terme dit « LTIP 2013 » (avril 2013) et « LTIP 2013-2015 » (juin 2013) pour les seuls membres du Directoire

Dans le cadre de ce plan, un certain nombre de dirigeants du Groupe se sont vus attribuer des actions gratuites, sous une double condition. Tout d'abord, les actions sont soumises à une condition de présence, pendant la période d'acquisition des droits de quatre ans, sauf pour les résidents fiscaux français qui bénéficient d'une période d'acquisition plus courte de trois ans mais ont une obligation supplémentaire de conservation des titres pendant deux ans. Ensuite, les actions gratuites sont soumises à des critères de performance supplémentaires, de telle sorte que le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance et de rentabilité de l'année 2013 (ou sur la période 2013-2015 pour les seuls membres du Directoire). L'attribution, effectuée en avril 2013, deviendra effective en avril 2017, à l'exception des salariés français pour lesquels elle deviendra effective en avril 2016.



- Plan d'attribution d'actions gratuites dans le cadre d'un plan de « co-investissement » (avril 2013)

Dans le cadre de ce plan, proposé à 200 dirigeants du Groupe, il est attribué à chaque bénéficiaire une action gratuite et 7,03 stock-options pour chaque action Publicis achetée pour leur compte par l'intermédiaire de LionLead, structure dédiée à l'opération d'investissement. Les actions gratuites et les stock-options sont soumises à des conditions de maintien de la totalité de l'investissement et de présence pendant toute la période d'acquisition des droits, qui est de quatre ans, sauf pour les résidents fiscaux français qui bénéficient d'une période d'acquisition plus courte de trois ans mais ont une obligation supplémentaire de conservation des actions gratuites reçues pendant deux ans. L'attribution de ces actions a été effectuée en avril 2013 et la livraison sera effective en avril 2017, à l'exception des salariés français pour lesquels la livraison sera effective en avril 2016.

Les stock-options sont soumises à des critères de performance supplémentaires, de telle sorte que le nombre d'options effectivement exerçable dépend du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance et de rentabilité sur la période 2013-2015. De plus, une condition de marché, destinée à limiter le gain théorique calculé à l'issue d'une période de 3 ans à 50 % du prix d'exercice de l'option, conduit également à ajuster le nombre d'options exerçables.

Les actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux sont également soumises aux conditions de performance décrites ci-dessus.

Par ailleurs, en mars 2013, il a été procédé à la mesure de la performance des plans suivants :

- LTIP 2012 : le taux d'atteinte des objectifs de performance définis pour l'année 2012 est de 100 %. Les actions gratuites restent toutefois soumises à une condition de présence jusqu'en avril 2015 (bénéficiaires français) ou avril 2016 (bénéficiaires étrangers) ;
- LTIP 2010-2012 (membres du Directoire) : le taux d'atteinte des objectifs de performance définis pour la période 2010-2012 est de 98,6 %. Les actions gratuites restent toutefois soumises à une condition de présence jusqu'en septembre 2013 (bénéficiaires français) ou septembre 2014 (bénéficiaires étrangers).

## Plans d'options Publicis Groupe

### Caractéristiques des plans de stock-options Publicis Groupe en cours au 30 juin 2013

Plans	Type <sup>(1)</sup>	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (en euros)	Options		Options exercées au 1 <sup>er</sup> semestre 2013	Options restant à lever au 30 juin 2013	Dont exerçables au 30 juin 2013	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
				restant à lever au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 (ou si postérieure : date d'attribution)	Options annulées ou prescrites au 1 <sup>er</sup> semestre 2013					
16 <sup>e</sup> tranche	A	28/08/2003	24,82	26 000	-	(8 000)	18 000	18 000	28/08/2013	0,15
17 <sup>e</sup> tranche LTIP 2003-2005	A	28/08/2003	24,82	341 395	-	(108 368)	233 027	233 027	28/08/2013	0,15
19 <sup>e</sup> tranche LTIP 2003-2005	A	28/09/2004	24,82	282 671	-	(9 481)	273 190	273 190	28/09/2014	1,24
20 <sup>e</sup> tranche LTIP 2003-2005	A	24/05/2005	24,76	94 624	-	(11 795)	82 829	82 829	24/05/2015	1,89
21 <sup>e</sup> tranche	A	21/08/2006	29,27	100 000	-	-	100 000	100 000	21/08/2016	3,14
22 <sup>e</sup> tranche LTIP 2006-2008	A	21/08/2006	29,27	1 484 647	(5 007)	(246 306)	1 233 334	1 233 334	21/08/2016	3,14
23 <sup>e</sup> tranche LTIP 2006-2008	A	24/08/2007	31,31	329 343	-	(36 680)	292 663	292 663	24/08/2017	4,15
Co-investissement 2013 - options <sup>(2)</sup>	S	30/04/2013	52,76	5 949 305	-	-	5 949 305	-	30/04/2023	9,83
<b>TOTAL DES TRANCHES</b>				<b>8 607 985</b>	<b>(5 007)</b>	<b>(420 630)</b>	<b>8 182 348</b>	<b>2 233 043</b>		

(1) A = options d'achat d'actions - S = options de souscription d'actions.

(2) Options soumises à une condition de présence pendant la période d'acquisition (de 3 ans pour les Français et de 4 ans pour les étrangers) et à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à 3 ans 2013-2015. De plus, une condition de marché limite le gain théorique calculé à l'issue d'une période de 3 ans à 50 % du prix d'exercice de l'option.

### Mouvements sur plans de stock-options Publicis Groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013

	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)
Options au 1 <sup>er</sup> janvier	2 658 680	28,27
Options attribuées durant l'exercice	5 949 305	52,76
Options exercées <sup>(1)</sup>	(420 630)	27,99
Options annulées ou prescrites	(5 007)	29,27
Options au 30 juin	8 182 348	46,09
Dont exerçables	2 233 043	28,33

(1) Cours moyen de levée des options : 52,01.

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe

Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2013

Plans	Date d'attribution initiale	Attributions au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 (ou si postérieure : date d'attribution)	Actions annulées, prescrites ou transférées <sup>(1)</sup> au 1 <sup>er</sup> semestre 2013	Actions ayant fait l'objet d'une attribution définitive au 1 <sup>er</sup> semestre 2013	Actions restant à attribuer au 30 juin 2013	Date d'attribution définitive <sup>(1)</sup>	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan de co-investissement 2009 – Hors France	19/03/2009	2 166 651	-	(2 166 651)	-	19/03/2013	-
Plan LTIP 2010 – France	19/08/2010	83 550	(3 600)	-	79 950	19/08/2013	0,14
Plan LTIP 2010 – Hors France	19/08/2010	463 600	(16 950)	-	446 650	19/08/2014	1,14
Plan LTIP 2010-2012 (membres du Directoire France)	22/09/2010	149 821	-	-	149 821	22/09/2013	0,23
Plan LTIP 2010-2012 (membres du Directoire hors France)	22/09/2010	98 566	-	-	98 566	22/09/2013	1,23
Plan 50 actions gratuites 2010 – États-Unis	01/12/2010	373 150	(37 200)	-	335 950	01/12/2014	1,42
Plan LTIP 2011 – France	19/04/2011	82 744	(4 068)	-	78 676	19/04/2014	0,80
Plan LTIP 2011 – Hors France	19/04/2011	493 048	(15 224)	-	477 824	19/04/2015	1,80
Plan 50 actions gratuites 2011 – Espagne, Italie	01/12/2011	72 500	(4 350)	-	68 150	01/12/2013	0,42
Plan 50 actions gratuites 2011 – 14 pays	01/12/2011	342 200	(35 050)	-	307 150	01/12/2015	2,42
Plan LTIP 2012 – France	17/04/2012	99 800	(6 800)	-	93 000	17/04/2015	1,80
Plan LTIP 2012 – Hors France	17/04/2012	567 175	(20 051)	-	547 124	17/04/2016	2,80
Plan 50 actions gratuites 2013 – 26 pays	01/02/2013	320 475	-	-	320 475	01/02/2017	3,59
Plan LTIP 2013 – France	16/04/2013	83 500	-	-	83 500	16/04/2016	2,80
Plan LTIP 2013 – Hors France	16/04/2013	553 050	(1 550)	-	551 500	16/04/2017	3,80
Plan LTIP 2013-2015 (membres du Directoire France)	17/06/2013	70 000	-	-	70 000	17/06/2016	2,97
Plan LTIP 2013-2015 (membres du Directoire hors France)	17/06/2013	35 000	-	-	35 000	17/06/2017	3,97
Plan de co-investissement 2013 – Actions gratuites France	30/04/2013	142 866	-	-	142 866	30/04/2016	2,84
Plan de co-investissement 2013 – Actions gratuites hors France	30/04/2013	703 422	-	-	703 422	30/04/2017	3,84
<b>TOTAL DES PLANS D' ACTIONS GRATUITES</b>		<b>6 901 118</b>	<b>(144 843)</b>	<b>(2 166 651)</b>	<b>4 589 624</b>		

(1) Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

L'attribution de toutes les actions gratuites ci-dessus est liée à une condition de présence pendant la période d'acquisition. L'attribution est également soumise à des conditions de performance hors marché pour tous les plans LTIP ainsi que pour le plan de co-investissement 2013 en ce qui concerne les seuls membres du Directoire.

Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013

	1 <sup>er</sup> semestre 2013
Attributions provisoires au 1 <sup>er</sup> janvier	4 992 805
Attributions provisoires du 1 <sup>er</sup> semestre	1 908 313
Attributions définitives	(2 166 651)
Attributions devenues caduques	(144 843)
<b>ATTRIBUTIONS PROVISOIRES AU 30 JUIN</b>	<b>4 589 624</b>



### Détermination de la juste valeur des actions gratuites attribuées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 :

Actions gratuites	Plan 2013 salariés monde 26 pays <sup>(1)</sup>	LTIP 2013 <sup>(2)</sup>	Plan de co- investissement 2013 <sup>(3)</sup>	LTIP 2013- 2015 <sup>(3)</sup>
Date du Directoire	01/02/2013	16/04/2013	30/04/2013	17/06/2013
Nombre d'actions attribuées au cours de l'exercice	320 475	636 550	846 288	105 000
Valorisation initiale de l'action attribuée (Moyenne pondérée, en euros) <sup>(4)</sup>	44,05	47,17	48,59	51,26
<b>Hypothèses :</b>				
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	48,49	51,43	53,37	54,80
Période d'acquisition (en années) <sup>(5)</sup>	4	4	4	4

Toutes les attributions d'actions gratuites ci-dessus sont soumises à une condition de présence pendant la période d'acquisition des droits.

(1) Les pays concernés sont : Australie, Autriche, Bulgarie, Colombie, Corée, Costa Rica, Émirats arabes, Grèce, Guatemala, Hong-Kong, Hongrie, Israël, Liban, Malaisie, Île Maurice, Nouvelle-Zélande, Panama, Puerto Rico, République tchèque, Roumanie, Serbie, Singapour, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Turquie.

(2) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour l'année 2013.

(3) L'attribution d'actions aux membres du Directoire est soumise à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à 3 ans 2013-2015.

(4) En ce qui concerne le plan de co-investissement, le cours de référence pris en compte pour le calcul de la juste valeur est le cours moyen du 22 au 29 avril 2013, qui correspond à la période au cours de laquelle les achats d'actions dans le cadre du plan de co-investissement ont été effectués et qui a permis de déterminer le nombre d'actions gratuites et de stock-options attribués.

(5) La période d'acquisition pour les Français est de 3 ans, suivie d'une période d'indisponibilité de deux ans.

### Détermination de la juste valeur de stock-options attribuées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 :

L'attribution des stock-options dans le cadre du plan de co-investissement 2013 étant soumise à une condition de marché, la juste valeur a été évaluée selon la méthode Monte Carlo.

Stock-options	Plan de co-investissement 2013 <sup>(1)</sup>
Date du Directoire	30/04/2013
Nombre d'actions attribuées au cours de l'exercice	5 949 305
Valorisation initiale de l'option attribuée (moyenne pondérée, en euros)	6,99
<b>Hypothèses :</b>	
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	53,37
Prix d'exercice de l'option (en euros)	52,76
Volatilité de l'action utilisée pour la valorisation de l'option	20 %
Période d'acquisition (en années) <sup>(2)</sup>	4
Durée de vie moyenne <sup>(2)</sup>	7

(1) Options soumises à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à 3 ans 2013-2015. De plus, une condition de marché limite le gain théorique calculé à l'issue d'une période de 3 ans à 50 % du prix d'exercice de l'option.

(2) Pour les Français, la période d'acquisition est de 3 ans, suivie d'une période d'indisponibilité de deux ans et la durée de vie moyenne de l'option est de 6,5 ans.

### Plans d'actions gratuites Publicis Groupe attribués à certains salariés de Razorfish

Le plan d'actions gratuites Publicis Groupe, mis en place le 1<sup>er</sup> décembre 2009 et destiné à remplacer les plans en cours à la date d'acquisition, octroyés à certains salariés de Razorfish, a conduit à une attribution de 493 832 actions gratuites Publicis Groupe. La période d'acquisition des droits s'étale sur 4 ans (de 2010 à 2013) pour la majeure partie des actions, une petite partie courant jusqu'à 2018. Au 30 juin 2013, le nombre d'actions gratuites restant à attribuer définitivement s'élève à 44 487.

### Plans d'options Digitas à l'origine

Lors de l'acquisition de Digitas, ces plans ont été transformés en plans d'achat d'actions Publicis Groupe en appliquant le rapport existant entre le prix d'achat fixé dans l'offre publique pour l'action Digitas (converti en euros) et le cours de l'action Publicis Groupe à la date de réalisation de la fusion. Le prix de souscription a été ajusté en conséquence.

Caractéristiques des plans de stock-options Digitas en cours au 30 juin 2013

Plans	Date d'attribution		Prix d'exercice des options (en euros)		Options restant à lever au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	Options annulées ou prescrites au 1 <sup>er</sup> semestre 2013	Options exercées au 1 <sup>er</sup> semestre 2013	Options restant à lever au 30 juin 2013	Dont exerçables au 30 juin 2013	Date limite de levée		Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
	min	max	min	max						min	max	
2001	2001	2007	5,08	35,42	183 070	(16 602)	(69 278)	97 190	97 190	2011	2017	2,36
2005 UK	2005	2006	21,70	35,42	5 338	-	(283)	5 055	5 055	2015	2016	3,00
<b>TOTAL TRANCHES</b>					<b>188 408</b>	<b>(16 602)</b>	<b>(69 561)</b>	<b>102 245</b>	<b>102 245</b>			

Mouvements sur plans de stock-options Digitas au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013

	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)
Options au 1 <sup>er</sup> janvier	188 408	27,20
Options exercées <sup>(1)</sup>	(69 561)	27,80
Options annulées ou prescrites	(16 602)	22,53
<b>OPTIONS AU 30 JUIN</b>	<b>102 245</b>	<b>27,52</b>
<b>DONT EXERÇABLES</b>	<b>102 245</b>	<b>27,52</b>

(1) Cours moyen de levée des options : 52,01.

**Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites Publicis Groupe et Digitas sur le résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2013**

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2013 de ces plans s'élève à 18 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 12 millions d'euros pour 1<sup>er</sup> semestre 2012. Pour le calcul de la charge IFRS du 1<sup>er</sup> semestre 2013, une probabilité de 85 % d'atteinte des objectifs a été retenue pour calculer le nombre :

- de stock-options à attribuer dans le cadre de plan de co-investissement 2013 ;
- d'actions gratuites à attribuer dans le cadre du plan LTIP 2013, LTIP 2013-2015 (Directoire) et du plan de co-investissement 2013 (pour les membres du Directoire).

**Note 18 Informations relatives aux parties liées**

Les opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2012.

**Note 19 Événements postérieurs à la clôture**

Néant.



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Publicis Groupe SA relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## 1 CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 1 - « Synthèse des règles et méthodes comptables - Nouvelles normes et interprétations applicables » - qui expose notamment les effets de l'application de l'amendement d'IAS 19 sur les régimes à prestations définies.

## 2 VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris La Défense, le 18 juillet 2013

Les commissaires aux comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Loïc Wallaert

Anne-Laure Rousselou

Vincent de la Bachelerie

Christine Staub





# ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

---

J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

*Maurice Lévy*

*Président du Directoire de Publicis Groupe*





**Publicis Groupe S.A.**

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 84 005 655 euros

Siège social : 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - 542 080 601 RCS Paris

